

25/01/11 Le succès de la vente des Euro-Bonds : un virage complet dans la perception de l'Euro par le monde - 18/01/11 La Chine passe devant la Banque Mondiale en matière d'aide aux pays en développement : no comment ! - 14/01/11 La révolution de jasmin en Tunisie : amorce d'un effet domino à travers le monde arabe - 09/01/11 La partition du Soudan : début de redéfinition des frontières coloniales de l'Afrique - 01/01/11 Clôture par la Grèce de sa frontière terrestre avec la Turquie : progression de l'Europe-forteresse - 28/12/10 L'Orbanisation de la Hongrie : l'extrême-droite au pouvoir en Europe - 28/11/10 Le Cablegate de Wikileaks : amorce d'une cyber-révolution à travers le monde - 28/11/10 Elections en Côte d'Ivoire : premiers symptômes d'un nationalisme africain



**INDICATEURS DE RUPTURE**

**MAGAZINE D'ANTICIPATION POLITIQUE**



**HIVER 2011**

**SOMMAIRE**



Vague des révolutions de jasmin : le grand retour du monde arabe (p.2) – Cyberspace, Cyberconflits, Cybertrucs et mouvements sociaux (p.4) – Sud-Soudan : le premier pas vers l'inévitable remodelage des frontières africaines (p.10) – Anticipation GEAB / Monde arabe : un cas d'école (p.12) – Politique alimentaire internationale : vers une "révolution diplomatique" (p.14) – La Question MAP (p.22) – La crise, source d'innovation bancaire ? (p.23) – A readers' digest (p.28) – L'humeur de El Jem (p.30) – 2012-2013 : le double choc électoral des élections françaises et allemandes (p.32) – FuturHebdo-Shoot again (p.39) – L'anglais est-il le latin d'aujourd'hui ? (p.40) – L'oeil du Purgatoire, de Jacques Spitz (p.42)

## EDITO

# Vague des révolutions de jasmin : le grand retour du monde arabe

---

par Marie-Hélène Caillol



On désespérait de voir le monde arabe rattraper le train du 21<sup>e</sup> siècle : l'Asie, l'Amérique du Sud prenaient leur destin en main pendant qu'il s'enfonçait dans l'obscurantisme. Depuis quelques années et il y a encore 2 mois, le monde arabe évoquait de plus en plus un tiers-monde fanatisé peuplé d'hommes à la barbe hirsute et aux yeux fous. Et voici qu'il secoue son joug et on redécouvre des sociétés de jeunes tout ce qu'il y a de plus normal, garçons et filles de Tunisie, d'Egypte, de Libye, etc... demandant simplement à avoir un avenir dans leur propre pays.

Le parallèle est criant entre cet effet domino et celui de la fin des années 80-début 90 qui vit s'effondrer l'un après l'autre tous les régimes soviétiques d'Europe de l'Est. A une différence près : le gouvernement Gorbatchev, acteur à part entière de la transition, avait clairement prévenu que Moscou ne pourrait plus rien pour les régimes sous tutelle (Pologne, Hongrie, Allemagne de l'Est, Tchéquie).

L'effondrement des régimes autocratiques, soutenus par l'Occident depuis 2-3 décennies, sans que cet Occident ne lève le petit doigt en dépit de l'évidente catastrophe que cela représente pour leurs énormes intérêts dans la région, est un indicateur très clair du basculement qui s'opère actuellement sous nos yeux. Cet Occident, au premier rang duquel les Etats-Unis, n'a plus les moyens de sa politique arabe.

Cela faisait des décennies que les jeunes de ces pays rêvaient de changement, de liberté d'expression, de mobilité sociale, de travail, de pouvoir d'achat, d'un appartement et de fonder une famille. Mais le carcan était tel que, en dépit d'injustices criantes, rien ne bougeait en apparence, rien d'autre que les franges les plus radicales, sous la forme ces dernières années d'un extrémisme religieux dont l'image médiévale était bien pratique pour empêcher l'opinion publique internationale de sympathiser avec les causes profondes de l'énorme malaise du monde arabe. Mais ce revirement brutal de l'image du monde arabe est un écho à un autre changement fondamental d'image : celui d'un Occident incontournable, invincible, éternel.

Si l'Europe a finalement du mal à prendre acte de l'effondrement de l'influence des Etats-Unis, parce qu'elle est partie prenante de cette influence, les révolutions en cours dans le monde arabe nous le disent haut et fort : le monde change, les Etats-Unis ne sont plus en mesure de faire respecter leur ordre



parce leurs incommensurables problèmes économiques et financiers se sont déjà transformés en “plans d’austérité” non-dits mais affectant l’ensemble de leurs politiques, y compris étrangères.

Les révolutions tunisienne, égyptienne, algérienne, yéménite, libyenne, jordanienne, marocaine, etc... sont le strict équivalent de l’ouverture du rideau de fer de la Hongrie en 1989. L’effet domino est enclenché et la question est maintenant : que peut-on espérer/craindre qu’il en résulte ?

L’inévitable désir de retour au calme des pouvoirs économiques au premier plan, mais aussi des populations, peut prendre plusieurs formes :

- recours à l’armée, qui n’aboutira à la stabilité que dans la mesure où ces armées auront pris le parti du peuple de manière évidente pendant les troubles et après.
- appel aux seules forces politiques d’opposition disponibles : les islamistes. Mauvaise nouvelle dans un premier temps, ces forces s’assoupliront nécessairement dans l’exercice du pouvoir pour aboutir à des régimes du type de celui d’Erdogan en Turquie, régimes à consonance religieuse mais fondés sur des principes démocratiques vecteurs de modernisation.
- on peut espérer que des forces politiques modernes, démocratiques et modérées, représentatives de la majorité des arabes, apparaissent mais le chape de plomb qui a régné sur le monde arabe depuis tant d’années ne laissent pas beaucoup d’espoir en la matière, dans l’immédiat en tous cas.

Dans tous les cas, aucun des gouvernements qui se formeront ne sera pro-occidental car les bailleurs de fonds ne sont plus là et que les peuples les rejeteront automatiquement.

Le monde arabe qui résultera de ces transformations aura une forte sensibilité pan-arabe : des peuples voisins, de même langue et de même religion, qui secouent leur joug en même temps et pour les mêmes raisons, développent nécessairement un fort sentiment d’identité et de communauté de destin.

On ne peut s’empêcher de penser à l’avenir d’Israël dont l’environnement géopolitique bascule aussi radicalement. Non pas que ce monde arabe aura pour premier souci de nucléariser Israël, au contraire, une relation pacifiée car dénouée entre le monde arabe et l’Occident n’est sur le fond pas mauvaise pour Israël. Sauf si Israël ne prend pas la mesure des changements et s’entête dans sa stratégie du plus méchant. Ce jeu-là est maintenant forcément perdant pour le petit Israël qui, lui aussi, comme les régimes de Ben Ali, Moubarak... ne peut plus compter sur la protection infaillible des Etats-Unis. Aux Israéliens de faire leur révolution de jasmin peut-être...

---

## ANTICIPATION

# Cyberespace, Cyberconflits, Cybertrucs et mouvements sociaux

par Jérôme Defaix

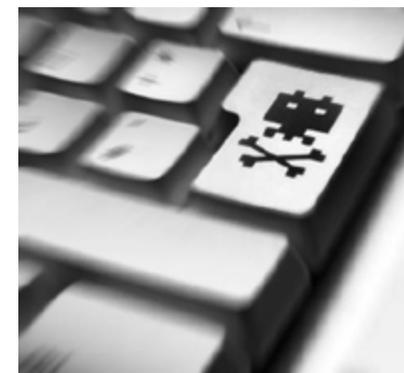
Il a fallu cinq siècles pour que l'invention de l'imprimerie par Gutenberg, en 1450, produise la bible-livre, le livre, le journal, l'essai, le tract. Ces médias physiques ont permis la diffusion d'informations, de messages, de type "un vers plusieurs", dans une communication descendante, toujours plus efficace pour convaincre, endoctriner, expliquer, justifier, taire, exciter, apaiser des foules, au profit d'une élite d'hommes à l'initiative du message pour gérer des groupes ou des sociétés toujours plus complexes. Cette diffusion, organisée par des médiateurs traditionnels, les éducateurs, les journalistes, les intellectuels, des leaders, des visionnaires, des hommes politiques, passe par la doctrine, l'éducation, la connaissance, la culture, l'idéologie, le marketing, la propagande, le story-telling politique, la langue de bois, etc.

Les événements politiques récents, avec les mouvements sociaux en Tunisie, en décembre 2010<sup>1</sup>, puis en Egypte depuis fin janvier 2011<sup>2</sup>, montre que les modes de communications et les médiateurs traditionnels du monde-livre ont été balayés par un concurrent neuf et multi-facettes. Le cyberespace, vecteur de propagation<sup>3</sup> et de motivation des foules, a contribué fortement à renverser en un instant des régimes autocrates sous l'œil des élites occidentales, médusées et inquiètes d'une propagation continentale, voire mondiale.

## L'aube des cyberconflits

En moins de dix ans, le réseau internet est devenu accessible à tous. La période de rodage de ce média est terminée. Fini la cyberplaisanterie du gentil virus "I love You", nous sommes passés au cyberterrorisme<sup>4</sup>. Les grandes puissances mondiales se préparent à la guerre sur Internet. Les services secrets recrutent des pirates informatiques. Ceux que l'on appelle les hackers vont être aux avant-postes de ces cyberconflits. Spams, escroqueries, attaques d'ordinateurs zombies, diffusion de virus destructeurs, autant de moyens pour faire fortune aux dépens des citoyens utilisateurs et des grandes corporations. La gradation du crime sur Internet est à l'image du média lui-même : une foire où la créativité individuelle ou collective prend des formes toujours plus étonnantes. Russie, USA, Estonie, Israël, sont les points chauds où les hackers et les gouvernements s'affrontent<sup>5</sup>. Des personnages hauts en couleurs comme "Captain Crunch" qui inventa le piratage informatique dans les années 70 ou les frères Badir, trois Palestiniens non-voyants, qui ont infiltré les systèmes de Tsahal, l'armée d'Israël en sont les protagonistes et les précurseurs. Avec Internet, l'industrie clandestine du logiciel malveillant accumule un arsenal d'armes de perturbation massive. Ceux qui contrôleront ces armes seront en mesure de décider de l'issue d'un prochain cyberconflit.

1. Tunisie chronologie d'un mois de crise, 14 janvier 2011, [Le Parisien](#)
2. Les réseaux sociaux nouvelle arme de la jeunesse égyptienne, 27 janvier 2011, [Le Monde](#)
3. Internet et Facebook accélérateurs de révolution 30 janvier 2011, [Ouest France](#)
4. Histoire du cyberterrorisme, 30 janvier 2011, [TSR](#)
5. 29 mars 2009 21h30 [France 5](#)



Le cyberconflit, la cyberguerre<sup>6</sup> ne sont plus le monopole de l'Etat. Désormais, il n'y aura plus de conflit sans conflit numérique. En 2009, la cybermalveillance a coûté 100 milliard de dollars aux entreprises et aux Etats.

6. Cyberguerre : la menace du XXI<sup>e</sup> siècle ? 30 janvier 2011, [Geopolitis](#)

## Cybertrucs et mouvements sociaux

Ce début d'année 2011, voit la cybermode des néologismes en cyber de médiateurs traditionnels qui ne savent plus à quel cybertruc se vouer pour s'affranchir de leur cyberignorance. A qui la cyber révolte, la cyberévolution, la cybersurveillance de la cyberpolice qui organise les cyberripostes pour éviter de devenir cyberhasbeen...

7. La révolution est-elle contagieuse ? Intérêt d'une notion, 28 janvier 2011, [Mediapart](#)

Nous allons préciser maintenant ce qui relève de tous les cybertrucs virtuels plus ou moins à la mode et ce qui déclenche, ou non, un passage utile ou gênant dans la réalité de la vraie vie de chacun d'entre nous dans la société.

### *Quelques explications du succès de propagation dans le cyberspace*

La loi de [Metcalf](#), "L'utilité d'un réseau est proportionnelle au carré du nombre de ses utilisateurs", s'applique naturellement à un réseau social, comme Facebook, par exemple. Mais il n'y a pas que Facebook, les sources alternatives du cyberspace participent à la diversité et l'enrichissement de la connaissance par le réseau (cf. blogs, twitter, cyberpresse, wikileaks, etc...). Si vous vous trouvez seul inscrit vous n'y trouvez aucune utilité mais si toutes vos connaissances font également partie du réseau alors les fonctions de partage et d'échange commencent à prendre du sens.

Dans le cyberspace, la propagation d'une information à forte valeur ajoutée émotive est instantanée.

Le mode de propagation<sup>7</sup> de messages plusieurs vers plusieurs sur un registre "multimédia", et plus seulement texte alors disponible dans le Monde-Livre, est frappant et direct.

Le story-telling politique ou économique habituel est décrypté immédiatement. Il perd alors son efficacité.

Nombre d'utilisateurs Facebook par zone géographiques en millions (Août 2010)

Région	Nombre	Principaux pays
Afrique	17,6	Egypte, Afrique du Sud, Maroc, Nigéria, Tunisie
Amérique du Nord	149,0	Dont 132 millions aux Etats-Unis
Amérique Sud	49,7	Argentine, Colombie, Chili, Venezuela et Brésil
Amérique Centrale et Mexique	18,4	-
Asie	93,5	Indonésie, Philippines, Inde, Malaisie et Taiwan
Europe	162,5	United Kingdom, Turquie, France, Italie, Espagne et Allemagne
Moyen-Orient	11,5	Israël, Arabie Saoudite, Emirats arabes unis, Jordanie, Liban

(Source: Internet World Stats)

Par ailleurs, avec ce passage de texte au multimédia, le slogan de Microsoft des années 90, plutôt rationnel et utilitaire “Information at your fingertips“ est en train de laisser place à des appels plus poétiques “emotion at your cyberheart” ou “understanding at your cybermind” ou encore “feeling at your cybersoul”.

### ***Le benchmark social instantané***

Le cyberspace a fait émerger le benchmark social instantané. L'idée en est simple. Jusqu'à présent chacun d'entre nous vit des hauts et des bas dans sa vie quotidienne. Les réseaux sociaux amplifient alors la résonance de survenance d'événements qui, pris isolément, sont de simples aléas de l'existence, mais qui, répétés au même moment chez chaque membre du réseau social, finit par attirer l'attention puis la volonté d'agir de chacun. Cela peut être, la famine, la vie chère, l'accès difficile à un emploi, un emploi précaire, un problème de santé mal ou pas couvert par une assurance sociale, la difficulté de faire ou de renouveler des papiers d'identité, l'absence de droits paritaires, la répression, la corruption généralisée dans la vie courante, l'absence de liberté de réunion et d'expression etc. La prise de conscience du décalage entre la situation promue par les élites en place et la réalité vécue par les cybernautes-citoyens déclenche alors les passions et les actions. Le fait que ces cybernautes sont, pour beaucoup d'entre eux, jeunes et exclus du partage de la galette non seulement monétaire mais aussi d'un marché du travail générateur d'espérance, rend intolérable cette découverte et génère alors dans le monde réel les actions spectaculaires et inédites que nous vivons récemment dans un rythme accéléré en ce début 2011.

## **Anticipations sur les cybergagnants ou cyberperdants du cyberspace**

### ***Cyberperdant : le DDoS et les cyberconflits virtuelo-virtuels***

L'année 2010 restera celle où les attaques par déni de service distribué (DDoS) sont devenues courantes, visant très souvent des services Internet sensibles. En 2010, Arbor<sup>8</sup> a observé une montée en flèche de l'ampleur et de la fréquence des attaques DDoS sur Internet. Le cap des 100 Gbit/s a été franchi pour la première fois et les attaques applicatives atteignent un plus haut historique. Les opérateurs ont enregistré un impact marqué en termes de frais d'exploitation, de manque à gagner et de perte de clientèle. Les attaques DDoS à partir de botnets sont appelées à se poursuivre en 2011 et au-delà. C'est maintenant une forme de cyberterrorisme répandue et peu coûteuse. Les principales attaques DDoS constatées en 2010 étaient liées aux différends territoriaux entre la Chine et le Japon, aux troubles politiques en Birmanie et au Sri Lanka etc. La défense contre les attaques DDoS est maintenant un sujet traité au niveau des directions d'entreprises et des ministères de la défense partout dans le monde. Nous le notons cyberperdant car, s'il est 'agaçant', il génère peu d'impact dans la vie réelle. Il s'avère fatigant aussi pour celui qui l'émet. En effet prenons un équivalent dans la vie réelle du DDoS. Cela revient pour l'attaquant, à mobiliser une troupe de zombies tous les matins à 7H devant une gare, pour empêcher les usagers habituels de prendre leur train et aller au travail. Comme ce sont des zombies, les usagers peuvent passer à côté, en étant toutefois, un peu ralentis ou obligés de prendre le train suivant. Sauf que l'attaquant doit se réveiller à 6H pour que les zombies se trouvent à 7H en place pour mettre la pagaille. Au bout de quelques jours l'attaquant se lasse, il fait à nouveau la grasse matinée, les zombies roupillent et l'utilisateur reprend son

8. Voir la sixième étude annuelle **Arbor Networks** sur la sécurité des infrastructures mondiales. Les attaques DDoS dépassent les 100 Gbit/s pour la première fois ; une croissance de 1000% depuis 2005.

train(train) quotidien. Le DDoS, c'est le baroud d'honneur épidermique et disproportionné du cyberénergé qui essuie un revers dans la vie réelle et qui fait péter ses galons.

## **Cyberégal (pour l'instant), le match Chine-USA**

Là, nous sommes dans la cour des grands, des cyberinfluents, il y a du lourd. Une lutte entre deux puissances régaliennes qui poursuivent via le cyberspace sur la réalité, les luttes d'influence et de pouvoir habituelles du monde réel. Face à face, plusieurs milliers de cyberexperts ayant laissé quelques traces dans la neige lors de campagnes efficaces, rondement menées. Suffisamment visibles pour que l'influence soit perçue et comprise. Suffisamment fugaces pour que la réputation reste intacte.

### *Stuxnet, 'virus occidental' aurait détruit un millier de centrifugeuses en Iran*

Selon l'**ISIS** (Institute for Science and International Security), le virus Stuxnet a vraisemblablement provoqué la destruction d'un bon millier de centrifugeuses dans l'usine d'enrichissement d'uranium située à Natanz en Iran. L'étude se base sur des rapports officiels établis par l'IAEA (International Atomic Energy Agency). Ces documents mentionnent plusieurs défaillances peu explicables sur un bloc de centrifugeuses à Natanz entre novembre 2009 et février 2010.

David Albright, président de l'ISIS, pense que la technique utilisée par le virus Stuxnet a consisté à modifier la vitesse de rotation des centrifugeuses. D'un régime normal de 1007 cycles par seconde, le virus Stuxnet les aurait fait tourner à 1064 cycles par seconde, ce qui aurait endommagé certains moteurs à cause des vibrations ou d'une augmentation de la température.

Environ un millier de centrifugeuses (sur plus de 10 000) auraient été impactées avant que le virus Stuxnet ne soit découvert. Bien évidemment, tout cela reste au conditionnel, même si les officiels iraniens reconnaissent avoir été attaqués par un 'virus occidental'. Il ne faut pas dire qu'on sait que celui qui a lancé le virus est bien celui auquel on pense, même si celui auquel on pense veut que l'on sache par ouï dire que c'est bien lui qui a réalisé ce à quoi on pense mais sans le dire. Vous me suivez ? Outre l'intérêt académique d'une telle analyse post-mortem par l'ISIS<sup>9</sup>, la question principale reste de savoir quel a été l'impact réel du virus Stuxnet sur le programme nucléaire iranien et, en particulier, est-ce qu'il a engendré un retard notable ?

*Un trou noir de 18 minutes dans le cyberspace le 8 avril 2010 : 15% du trafic mondial internet détourné vers la Chine*

Pour ceux d'entre vous qui sont intéressés par l'infrastructure globale du cyberspace, je vous recommande la lecture du rapport fait au Congrès américain par la Commission économique et sécurité US-Chine<sup>10</sup>. Rappelons tout d'abord que l'intranet chinois de 420 millions d'utilisateurs<sup>11</sup>, est, depuis 2006, un cyberspace à part. En effet, depuis le 1er mars 2006, la Chine applique son

9. Voir le rapport de l'ISIS, 22 décembre 2010, **ISIS**

10. Rapport fait au Congrès américain par la Commission économique et sécurité US-Chine intéressant à plus d'un titre, c'est une mine d'or sur l'état de l'art du rapport de force économique et politique entre les USA et la Chine perçu par les USA, novembre 2010, **USCC**

11. Source : 31 janvier 2011, **IRT Manager**

propre système de gestion des adresses (Domain Name System) alors que tous les autres pays du monde sont administrés par l'ICANN (Internet Corporation for Assigned Names and Numbers), une organisation de droit privé à but non lucratif encore largement placée sous le contrôle du gouvernement américain.

Le rapport, page 244, mérite toute l'attention. On peut y lire que le 8 Avril 2010, pendant 18 minutes, China Telecom a détourné 'par mégarde' 15% du trafic Internet mondial vers la Chine. Cela inclut du trafic de/vers les domaines en .gov et en .mil. Chaud devant ! Vous l'avez compris, l'impact en accès à des documents classifiés secret, ultrasecret et tutti quanti du même acabit est con-si-dé-ra-ble.

En équivalence dans le monde réel, cela va au delà des grandes manœuvres d'entraînement d'une grande armée. Cela représente plutôt la préparation d'un débarquement de grande envergure en terrain ennemi pour le terrasser par surprise.

## **Cybergagnants**

### *La cyberlutte sociale mondialisée , initiée par les peuples tunisien et égyptien*

Il s'agit de l'extension du domaine de la lutte du cyberspace vers la réalité quotidienne. Ces cyberlutttes ont ouvert un nouveau champ des possibles dans notre monde fini<sup>12</sup>. Nous assistons à la cyberpropagation des conflits sociaux en 2011. Le nombre de cybernautes, utilisateurs de portables et ordinateurs, a atteint les 2 milliards en 2010, soit le tiers de l'humanité. Dans les mains de foules qui se révolteraient contre des inégalités de revenu intolérables<sup>13</sup>, les sérieuses difficultés pour acheter de la nourriture<sup>14</sup> ou pour trouver du travail<sup>15</sup>, portables et ordinateurs seront de plus en plus utilisés dans les trimestres à venir en 2011. Pour des coordinations et multiplications de mouvements de masse comme ceux que nous venons de voir ces derniers jours à Tunis ou au Caire. Plus la charge émotive d'un événement sera forte, plus sa propagation sera rapide. La Jordanie<sup>16</sup>, l'Indonésie, les Philippines, le Royaume-Uni, sont des candidats sérieux à cette évolution<sup>17</sup>.

### *La cybersolidarité : l'ONU et le PAM*

En 2010, le Programme Alimentaire Mondial des Nations Unies (PAM)<sup>18</sup> a lancé un mouvement social en ligne destiné à inviter un milliard d'internautes à aider un milliard de personnes qui souffrent de la faim dans le monde. L'idée motrice du mouvement était simple : au fil des années, 1 milliard d'internautes pourraient contribuer beaucoup plus à la lutte contre la faim que les gouvernements qui les représentent.

Le mouvement "Un milliard pour un milliard" est né d'une idée simple, si chacun y participe, nous pouvons faire la différence dans la lutte contre la faim.

12. **Kenneth Ewart Boulding** : "Quiconque croit qu'une croissance exponentielle peut durer toujours dans un monde fini est ou un fou, ou un économiste !". Il parlait en connaissance de cause : il était économiste !

13. IMF raises spectre of civil wars as global inequalities worsen, Dominique Strauss-Kahn, 01 février 2011, **The Telegraph**

14. Les travailleurs pauvres en Europe, 25 janvier 2011, **Observatoire des inégalités**

15. **GEAB N°51** publié le 15 janvier 2011 - Crise systémique globale - 2011 : L'année impitoyable

16. Tunisie Algérie la théorie des dominos dans le monde arabe, 14 janvier 2011, **Slate**

17. Voir notre anticipation réussie **MAP (Automne 2010)** Impacts sociaux de la crise en Europe : danse sur un volcan

18. Voir **Programme Alimentaire Mondial des Nations Unies**

L'année dernière, le Programme Alimentaire Mondial des Nations Unies (PAM) a lancé un mouvement social en ligne destiné à inviter un milliard d'internautes à aider un milliard de personnes qui souffrent de la faim dans le monde. L'idée motrice du mouvement était simple : au fil des années, 1 milliard d'internautes pourrait contribuer beaucoup plus à la lutte contre la faim que les gouvernements qui les représentent.

## **Cyberconclusion (temporaire !)**

Nous prenons le chemin d'une cyberréalité, d'une communication de masse, de tous vers tous, et à durée quasi-infinie à coût zéro. Elle est parfaitement adaptée à la gestion et aux interactions des sociétés du XXI<sup>e</sup> siècle composées de très grands ensembles humains, pour lesquels le déplacement physique devient de plus en plus coûteux/problématique.

Comme Gutenberg, en 1450, ignorait que son invention allait conduire, entre autre, à la publicité sur prospectus en quadrichromie, le cyberspace n'a que 42 ans depuis sa naissance, et 10 dans sa phase adulte. Il nous réserve encore bien des cybersurprises.

Une seule chose est sûre. Les modes de médiations traditionnelles politiques, économiques, religieuses, culturelles, héritées du monde-livre sont désormais obsolètes et devront se réinventer ou disparaître.

---

## COMMENTAIRE

# Sud-Soudan : le premier pas vers l'inévitable remodelage des frontières africaines

par Franck Biancheri



Avec le récent référendum sud-soudanais, encadré par l'ONU, qui permet le remodelage de l'immense Soudan aux frontières issues de la colonisation (comme celles de presque tous les pays africains), les Africains sont en train de déclencher le long processus qui va leur donner la vraie maîtrise de leur continent : celui de ses frontières internes.

On pourrait paraphraser Saint-Exupéry et dire que le Petit Prince a grandi. Il ne dira plus "S'il te plaît, dessine-moi une frontière", mais "Redessinons nos frontières !". Toute image a bien entendu ses limites : il est notamment évident pour moi que les Africains n'avaient rien demandé aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles ; tout en sachant qu'ils auront besoin de la communauté internationale pour réussir un remodelage pacifique au XXI<sup>e</sup> siècle. C'est ainsi le cas au Sud-Soudan.

C'est d'ailleurs cet objectif "Aider les Africains à modifier les frontières nationales internes à l'Afrique" que nous avons recommandé à l'Union européenne pour qu'elle le mette au cœur de ses objectifs stratégiques en matière de relations avec l'Afrique, lors du séminaire GlobalEurope UE-Afrique qui s'était tenu au Ministère belge des Affaires étrangères en

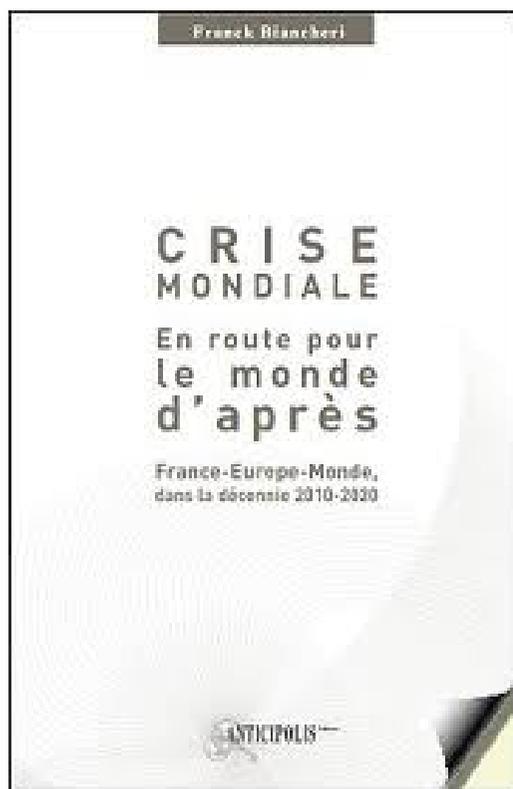
Mai 2004 (voir [note de synthèse](#)). L'argumentaire était simple, comme le sont en général les raisonnements qui sous-tendent les anticipations correctes : "La construction européenne a en effet été rendue possible du fait des multiples modifications de frontières entre 1914 et 1989. On en voit actuellement la dernière étape avec l'ex-Yougoslavie. Il est vain de s'imaginer que les frontières issues de la colonisation, ignorant toute réalité ethnique, économique ou géographique africaine puissent servir à autre chose qu'à alimenter de nouveaux conflits. C'est un sujet dit "tabou" ; mais il semble qu'il soit surtout tabou du côté des Etats européens et de leurs relais en Afrique. Ce qui est certain, c'est que l'argument consistant à invoquer le "tabou" par crainte de générer des conflits n'a plus de sens au vu des millions de morts de ces dernières années. Les Européens ont là un rôle doublement historique à jouer : d'une part, ce sont eux qui ont inventé l'Etat-nation et l'ont exporté brutalement en Afrique ; d'autre part, ce sont eux qui ont inventé l'intégration régionale pacifique qui a dépassé en l'intégrant pacifiquement dans une entité plus vaste ce même Etat-nation. Si les Africains sont preneurs (et, de l'UA au NEPAD, ils semblent l'être), l'UE doit impérativement les aider à initier la "réforme" de la structure politique de leur continent pour l'adapter, d'une part, au XXI<sup>e</sup> siècle et, d'autre part, aux réalités africaines".

Les Européens, prisonniers de leurs tabous, n'ont rien fait en la matière depuis 2004. Alors, en Afrique aussi, c'est la crise systémique globale qui est bien en train de clore la parenthèse de domination mondiale euro-américaine sans partage, entamée il y a près de 400 ans par les Européens avec la Révolution industrielle et la Colonisation, et poursuivie par les Américains depuis 1945.

Car, parallèlement au "printemps des peuples arabes" qui touche directement la côte nord du continent africain, l'autre nouvelle porteuse d'espoir est bien celle du référendum réussi au Sud-Soudan. Ces événements marquent une rupture historique majeure : si le premier symbolise de manière évidente la fin du contrôle de Washington sur les "marches arabes" de son empire, tous deux marquent le déclenchement du processus de sortie définitive de la période coloniale.

Cela devrait permettre aux Européens de sortir de leur torpeur intellectuelle et de l'illusion qu'il existe encore un leadership américain, afin qu'ils puissent effectivement contribuer à ce qui sera de toute façon un processus africain. Ils peuvent en effet apporter à l'Afrique un savoir-faire unique en matière de traitement des frontières internes à un continent : comment les transformer en interface (au sens informatique) au lieu d'en faire des barrières ? Parallèlement, les Africains pourront utilement débattre avec les Européens d'un autre processus connexe aux intégrations régionales : comment éviter de transformer en mur infranchissable la frontière extérieure de la nouvelle entité.

Voilà deux processus qui vont occuper le cœur des relations euro-africaines des dix prochaines années : de leur bon déroulement dépendra l'intégration pleine et entière de l'Afrique comme acteur du nouvel équilibre global du XXI<sup>e</sup> siècle, et l'aptitude de l'Europe à éviter de devenir le terreau de partis xénophobes.



## **Crise mondiale En route pour le monde d'après La France, l'Europe et le monde dans la décennie 2010-2020**

Par Franck Biancheri

Dans ce livre sans concession, Franck Biancheri (né en 1961, directeur des études du Laboratoire Européen d'Anticipation Politique) tente de combler le manque d'anticipation des dirigeants et des élites européennes vis-à-vis de la crise en proposant une vision concrète de l'avenir de la France, de l'Europe et du monde à l'horizon 2020.

“Car cette crise que nous vivons n'est pas seulement la fin du monde d'avant, c'est également, une formidable occasion de reconstruire un monde d'après, à condition, toutefois, de ne pas se tromper sur les dangers, les défis et les opportunités qui nous attendent.”

Editions Anticipolis

ISBN : 978-2-919574-00-1

prix : 20,00 €

## MODE D'EMPLOI

# Anticipation GEAB / Monde arabe : un cas d'école

Voici un récapitulatif des éléments qui ont permis à GEAB de formuler son **anticipation des risques d'explosion politico-sociale dans le monde arabe en juin 2008** :

### Tendances lourdes (analyse) :

- Mainmise de l'Occident et des Etats-Unis sur la région pour assurer sa stabilité mais au détriment de la liberté des populations concernées
  - permet la stabilité de la région
  - tout en nourrissant une révolte larvée

Cette tendance est donc à la fois le seul facteur de stabilité et porte en elle de puissants germes d'instabilité.

- La crise systémique globale provoque un point de rupture dans cette tendance :
  - en terme de légitimité
  - en terme de capacité financière
  - en terme de puissance militaire

Les Etats-Unis ne sont plus en mesure de tenir la région

**L'explosion politico-sociale devient inévitable, la question est : quand va-t-elle se produire ?**

## Tendances de moyen terme (information) :

### *Repérer les facteurs et indices d'accélération de la tendance à l'explosion*

- **facteurs** : la fermeture des frontières européennes empêche au processus d'immigration de jouer son rôle d'exutoire social, le déploiement de l'internet qui vient en partie compenser les déficiences du système éducatif et permet aux activistes de structurer leur discours et de s'organiser, le grand âge des dirigeants et/ou ancienneté des régimes en place, etc...
- **indicateurs** : montée de l'intégrisme, attentats dans les pays, mouvements sociaux, etc... permettant d'identifier une zone temporelle de tensions extrêmes  
(A ce stade, la recherche de sources est essentielle)

## Tendances récentes ou de court terme (anticipation) :

### *Quelle(s) tendance(s) peuvent précipiter l'explosion ?*

- **Coup de grâce** : Reprise de la crise économique dans une phase qui commence à affecter directement les populations : montée des prix de l'alimentation et/ou inflation  
  
C'est cette dernière phase de la crise qui était anticipée comme susceptible de précipiter les événements. Et c'est cela aussi qui a été retardé de 12-18 mois par les injections phénoménales de liquidités dans l'économie mondiale.
- **Événement goutte-d'eau** : l'immolation d'un jeune tunisien
- **Lieu de déclenchement** : l'un de ceux où on s'y attendait le moins (maillon faible), partie intégrante de la zone de tension, mais moins surveillé car jugé peu problématique et de moindre enjeu.



## ANTICIPATION

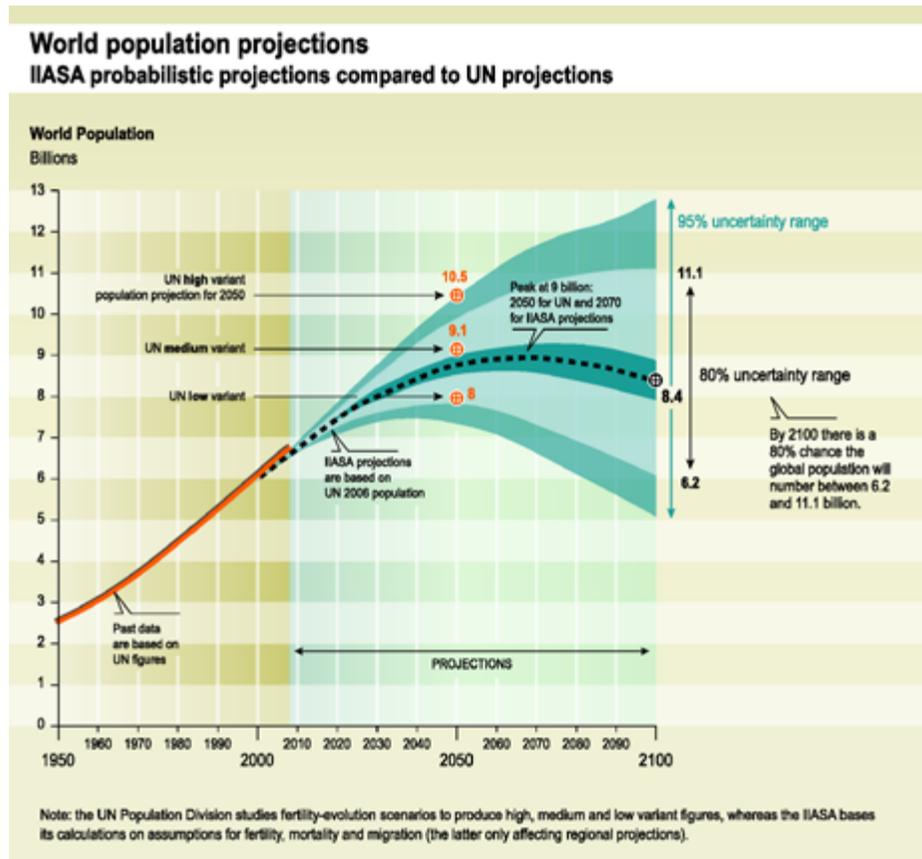
# Politique alimentaire internationale : vers une “révolution diplomatique”<sup>1</sup>

par Bruno Paul



L'actualité riche en événements remet en lumière la question désormais lancinante à laquelle les dirigeants devront répondre : “Comment nourrir notre population maintenant et dans les années à venir ?”. Partant d'une synthèse des études<sup>2</sup> et scénarios<sup>3</sup> récemment produits, nous mettons en évidence les nouveaux enjeux géopolitiques de l'agriculture<sup>4</sup>, dans une perspective d'aide à la décision<sup>5</sup>.

Le contexte souvent martelé d'accroissement de la population mondiale<sup>6</sup> nous oblige à anticiper l'utilisation des ressources naturelles et, en premier lieu, celles alimentaires.

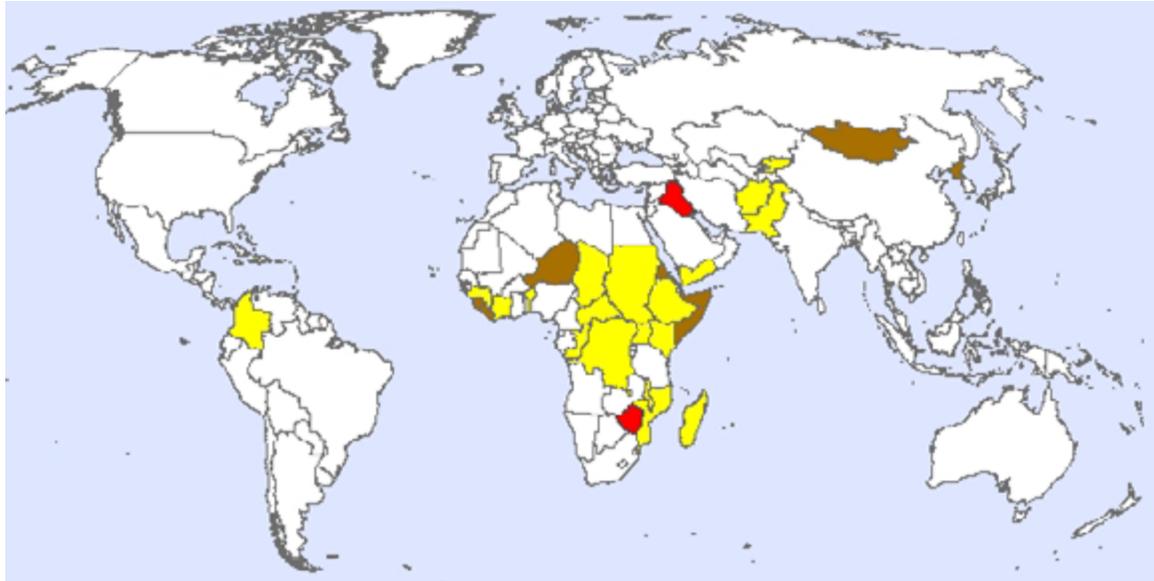


Dernières projections publiées sur la population mondiale<sup>7</sup>

1. Ce terme fait référence au **renversement des alliances**
2. Evolution de la filière agricole à l'horizon 2050 (**Rapport au Sénat Français**, 01/2007) ; “Les défis de notre agriculture globalisée” (**France Culture**, 12/2010)
3. Millenium Ecosystem Assessment (**MEA**, 2005) ; **Scénarios Agrimonde** (version complète disponible aux **éditions Quae**, 12/2010) ; “Global Food and Farming Futures” (**UK BIS Foresight**, 01/2011)
4. L'approche géopolitique de l'agriculture connaît un regain depuis les émeutes de la faim de 2008. Sources : Atlas Géostratégique 2011 - Diplomatie HS14 (déc.2010-janv.2011) ; “Une géopolitique au bout de la fourchette” (**IEMED**, 2010) ; “Veut-on nourrir le monde ?” (**CIHEAM**, 12/2010) ; “Agriculture et alimentation : quels enjeux pour les relations internationales ?” (**diploweb.com**, 01/2011)
5. Manuel d'Anticipation Politique (**Ed. Anticipolis**, 2010)
6. Même si l'évolution de la population mondiale est soumise à des **hypothèses** et à une évidente **incertitude sur l'espérance de vie et la fécondité**, ainsi que sur les **recensements dans les pays hors OCDE**
7. Source : **IIASA -EEA**, 12/2010

En 2050 le graphique montre que la Terre comptera 0,5 à 3,6 milliards d'habitants de plus (95% de probabilités). Les hypothèses les plus basses supposent une très forte réduction de la natalité dans les pays hors OCDE, de pair avec une réduction massive de la pauvreté. Cette trajectoire des Objectifs du Millénaire est déjà hors d'atteinte pour 2015<sup>8</sup>.

La sécurité alimentaire est loin d'être acquise au niveau mondial. Actuellement, des crises sont bien identifiées affectant la sécurité alimentaire dans 29 pays<sup>9</sup>.



#### **Pays en crise ayant besoin d'une aide alimentaire extérieure<sup>10</sup>**

Rouge : Déficit exceptionnel de la production ou disponibilités vivrières

Marron : Manque généralisé d'accès Jaune : Grave insécurité alimentaire localisée

## **Les indicateurs fondamentaux de l'agriculture**

La capacité de nourrir une population de façon durable dépend d'une chaîne de conditions limitatives : surface de terres disponible pour l'agriculture, disponibilité des semences, conditions climatiques pendant la culture (y compris irrigation), énergie pour cultiver (y compris utilisation d'intrants) et récolter, rendement agricole, acheminement et distribution des denrées, accès aux denrées par la population (en fonction de leurs prix), énergie pour transformer les denrées, pertes subies entre le champ et l'ingestion (y compris pour la production de biocarburants), et diète alimentaire (part de protéines animales, obésité). Les réserves stratégiques de denrées par les Etats ne sont qu'un amortisseur de faible durée, de quelques semaines à un an maximum<sup>11</sup>.

8. "Déclaration sur les Objectifs du Millénaire pour le développement" ([Mediaterre](#), 09/2010)

9. En comparaison, la liste comprenait 37 pays en avril 2008, encore 36 en décembre 2008 et déjà 39 en février 2006. Source : [Archives FAO](#) : "Crop Prospects and Food Situation"; notons que la Chine est apparue en situation de grave insécurité alimentaire locale d'avril à décembre 2008.

10. "Global Information and Early Warning System" ([FAO](#), 12/2010)

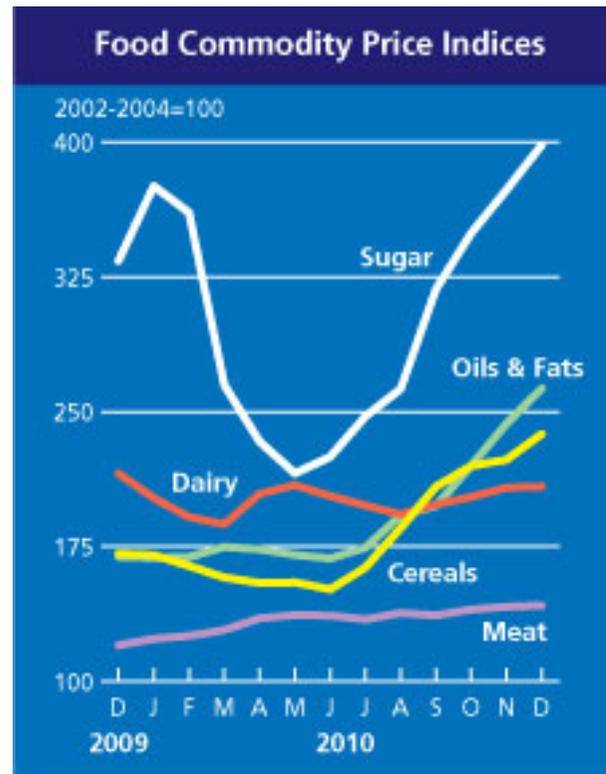
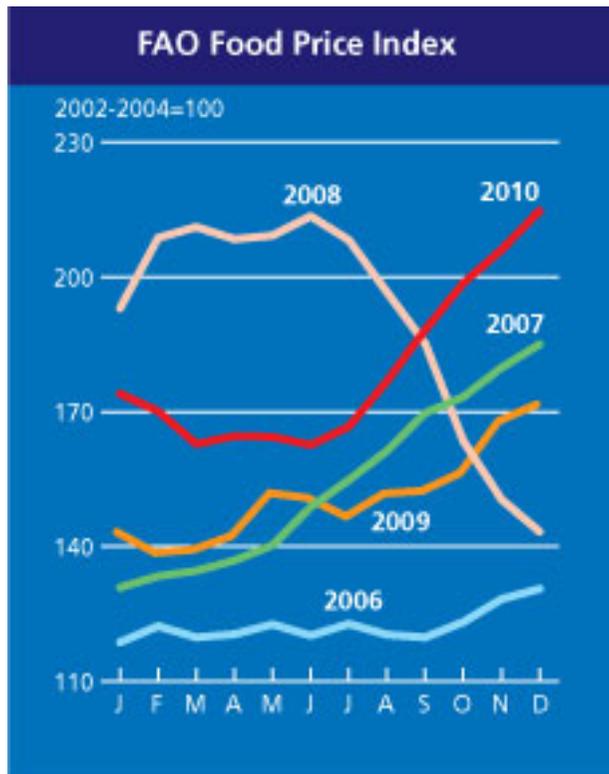
11. D'ailleurs la frénésie de stockage a repris, à la fois pour contribuer à stabiliser les prix intérieurs et pour mieux parer aux futures alertes. Source : "Le Maghreb multiplie les achats de céréales" ([Journal des finances](#), 01/2011)

## 2011-2012 : la course contre la montre de la politique alimentaire internationale

L'enjeu de la sécurité alimentaire dans l'esprit des dirigeants est évident : nourrir leur population c'est sauvegarder leur régime, et c'est d'autant plus prégnant pour les pays les plus menacés par ce risque alimentaire. Pour les pays moins à risques, et en parallèle du respect du droit à l'alimentation, l'enjeu se place au niveau des conséquences géopolitiques (contrôle des migrations massives, sécurité des accès aux matières premières stratégiques) en cas de crise déclarée dans un endroit du globe.

L'importance stratégique et politique de la sécurité alimentaire en fait un indicateur révélateur de l'efficacité de la coordination internationale.

Les émeutes contre la hausse des prix alimentaires<sup>12</sup> ont repris ces dernières semaines suite à l'envolée des cours<sup>13</sup> avec les conséquences que l'on connaît pour l'Algérie et la Tunisie.



L'index des prix de la FAO atteint des records absolus<sup>14</sup>

12. "De nouvelles émeutes de la faim sont redoutées" (AFP, 01/2011); "FAO official warns high food prices may trigger more anger, riots" (China Daily, 01/2011)

13. "World Food Prices Jump to Record on Sugar, Oilseeds" (Bloomberg, 01/2011); "Food prices grow at fearful rate" (Pravda, 01/2011); Les causes de la hausse des prix des denrées alimentaires, amorcée dès le début des années 2000 sont complexes, comme l'explique cet extrait de l'émission *Le Dessous des Cartes*.

14. "World Food Situation" (FAO, 01/2011)

Ces signaux d'alerte n'échappent pas au regard du G20 puisque la régulation des prix des matières premières et une perspective de réforme de la FAO est au programme du prochain sommet de Cannes<sup>15</sup>. Le sujet est sur la table depuis les émeutes de 2008, le **Conseil de la Sécurité Alimentaire Mondiale** met en œuvre une réforme importante depuis 2009, mais le Cadre stratégique mondial pour la sécurité alimentaire et la nutrition ne sera pas prêt avant octobre 2012<sup>16</sup>. Le constat sur les problèmes d'efficacité de la politique alimentaire mondiale est donc effectué au plus haut niveau, mais la mise en place des solutions coordonnées au niveau international exige beaucoup de temps, surtout sur des mécanismes préventifs de régulation des prix et pas seulement des mesures palliatives (aides d'urgence quand la crise est déclarée).

Avec la mécanisation et l'utilisation d'intrants, une partie de plus en plus importante des coûts agricoles mondiaux est liée au coût du pétrole, et subit donc en plus les importantes spéculations sur ce marché. On notera ainsi le lien implicite qui existe entre régulation des prix agricoles et régulation des prix de toutes matières premières. Le futur cadre international régulé pour l'un, en addition aux exceptions déjà mises en place par l'OMC, pourrait fort bien être utilisé pour d'autres s'il se montre efficace. Cette jurisprudence en matière de régulation sera surveillée de très près par les lobbys de la spéculation.

Ce sommet de Cannes se déroulera dans un contexte de forte dégradation de l'efficacité de la coordination internationale : les dernières négociations agricoles multilatérales de 2008 et le dernier G20 de Seoul en ont notamment apporté la démonstration<sup>17</sup>. La crise systémique globale accélère les événements, la spéculation jouant avec les masses de liquidités injectées contribue à créer des bulles d'actifs de matières premières, l'agenda des négociations multilatérales est donc pris de court, et les diplomates ne maîtrisent plus le facteur temps, ce qui rajoute de la pression sur les stratégies de convergences. C'est pourquoi nous pensons que les accords bipartites au sujet des fournitures de denrées vont se multiplier<sup>18</sup>, et les politiques de gouvernance des prix rester disparates, donc aussi impuissantes qu'actuellement à maîtriser de manière satisfaisante les poussées des prix de denrées alimentaires dans les 2 ans à venir.

15. "L'actualité au secours des objectifs français au G20" (**Nouvel Obs**, 01/2011)

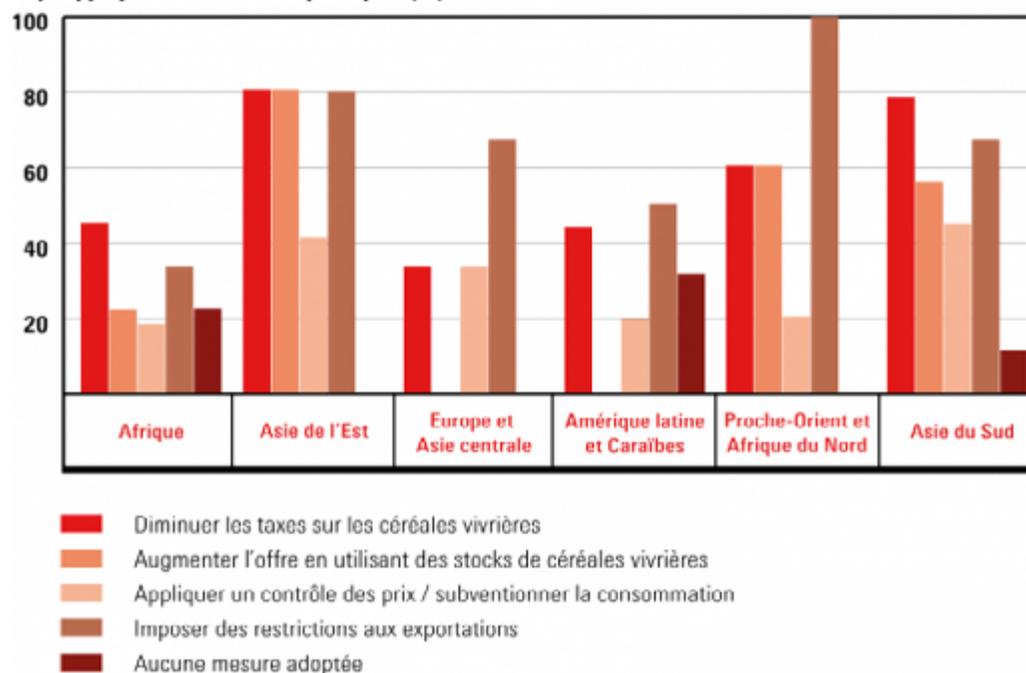
16. "CSA 36 Rapport Final" (**FAO-CSA**, 10/2010)

17. "G20 La déception" (**AGEFI**, 11/2010) ; "Doha Round : Agriculture Negotiations" (**FAO**, 2010)

18. A l'image du "China Brazil food bridge" (**Financial Times**, 11/2010 ; **China Daily**, 08/2009) ; ou du recours accru aux pratiques bilatérales de "land grabbing" encore très mineures aujourd'hui.

19. "Crise et sécurité alimentaires : vers un nouvel ordre alimentaire mondial ?" (**Revue internationale de politique de développement**, 2010)

Pays appliquant des mesures politiques (%)



Gouvernance actuelle des prix des matières premières alimentaires<sup>19</sup>

## La tentation de l'arme alimentaire dans le jeu diplomatique

Il faut également s'attendre à ce que le sujet de la sécurité alimentaire ne soit pas considéré isolément, mais bien comme un enjeu géopolitique pouvant participer à l'équilibre de l'ensemble des négociations, celles du G20 ou bipartites.

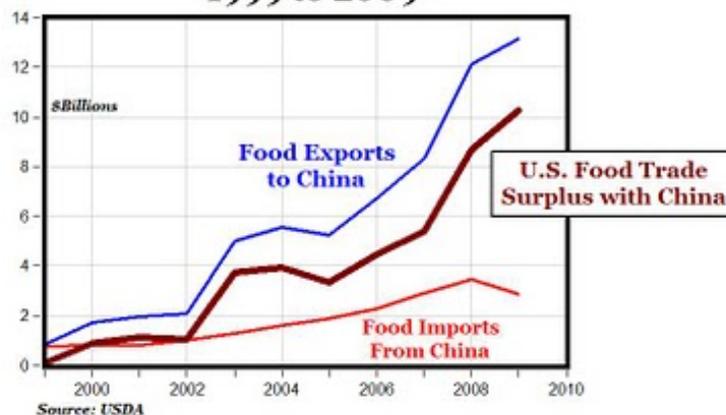
Cette tentation du glissement progressif du droit à l'alimentation vers « l'arme alimentaire » est d'autant plus forte que les situations des pays sont souvent à l'opposé : Europe et USA sont fortement exportateurs de produits alimentaires, et souffrent de problèmes économiques. A l'inverse, la Chine ou l'Inde connaissent de fortes croissances économiques mais sont ou seront des gros importateurs de produits alimentaires. La Russie et le Brésil présentent les deux avantages, tandis que les pays africains, du Sud au Nord, ont les deux inconvénients.

Tableau 8.6. Bilan ressources-emplois alimentaires en 2050, scénario Agrimonde 1, variante 1.

Région	Type de biomasse	Emplois tous usages (Gkcal/j)	Ressources productions (Gkcal/j)	Soldes des échanges (Gkcal/j)
Afrique du Nord - Moyen-Orient	Végétaux	3 549	1 302	- 2 247
	Animaux	335	335	0
Afrique subsaharienne	Végétaux	7 515	3 525	- 3 990
	Animaux	852	852	0
Amérique latine	Végétaux	3 977	5 875	+ 1 898
	Animaux	431	431	0
Asie	Végétaux	16 732	13 554	- 3 178
	Animaux	1 918	1 918	0
Ex-URSS	Végétaux	1 017	4 350	+ 3 333
	Animaux	106	106	0
OCDE	Végétaux	4 856	9 040	+ 4 184
	Animaux	632	632	0
Monde	Végétaux	37 646	37 646	0
	Animaux	4 274	4 274	0

Il est par exemple parfaitement possible d'imaginer les USA exporter de plus en plus massivement des denrées alimentaires vers la Chine<sup>20</sup> dans les années à venir, en contrepartie de l'achat continu de Bons du Trésor par la Chine. Une perspective qui renverserait complètement la perception habituelle de la localisation des économies des pays en développement, basées prioritairement sur l'exportation de leurs matières premières. La crise globale actuelle est susceptible d'amener à ce type d'ironie de l'Histoire.

CHINA: Food Exports and Imports 1999 to 2009



Exportations et importations de denrées alimentaires entre Chine et USA entre 1999 et 2009<sup>21</sup>

20. En plus d'un rachat massif par la Chine d'entreprises sur le sol américain ; Source : [Ministère du Commerce US](#), 01/2011.

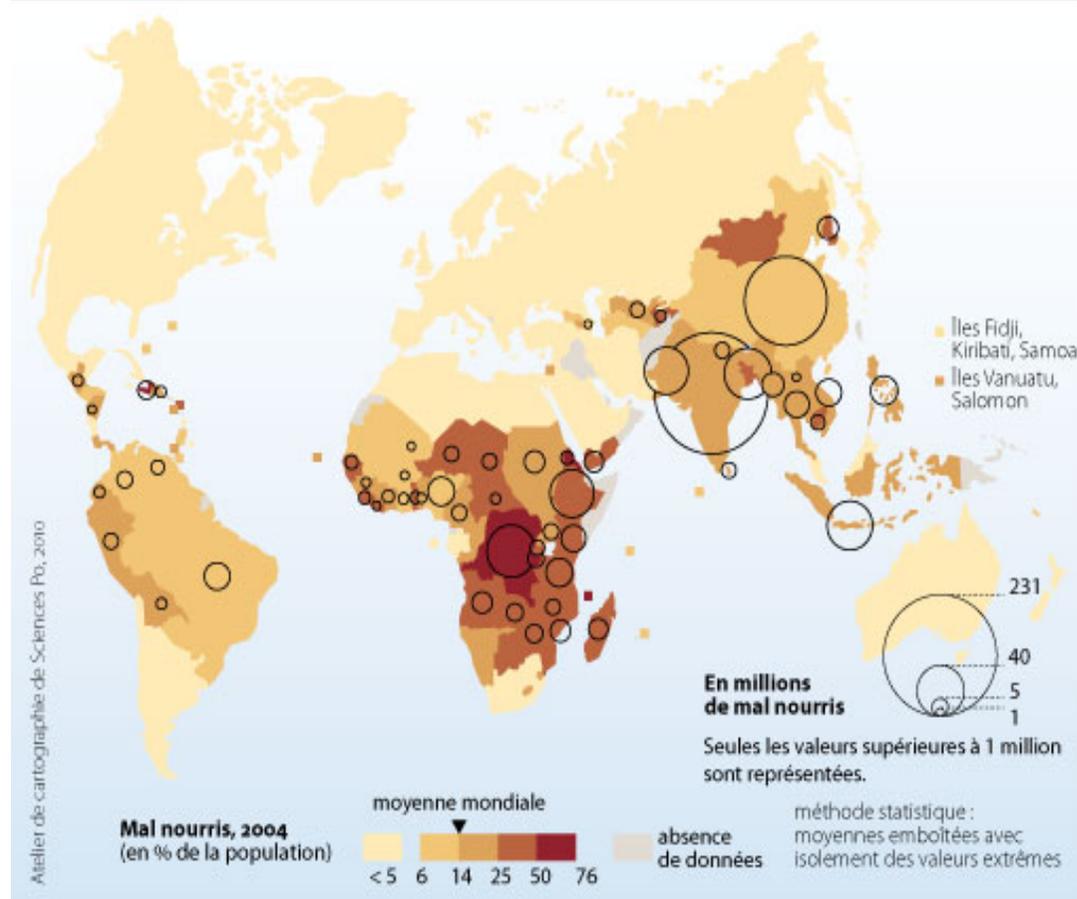
21. " Food Exports And Food Trade Surplus With China Sets Record Highs In 2009 " ([Daily Markets](#), 05/2010)

## Blé, oseille, noisettes et radis : la ruée vers l'or vert

Si la gouvernance internationale reste encore inefficace après 2012, et face aux difficultés croissantes et répétées dans les pays à risques, ce sont des politiques alimentaires régionales qui se mettront en place, au niveau des grandes zones économiques.

La dé-globalisation actuelle entraîne logiquement le recentrage des politiques de sécurité alimentaire sur les blocs régionaux en constitution rapide. Ainsi, à la question onusienne "Comment nourrir la planète en 2050" se substitue progressivement dans les agendas "Quelle politique nationale ou régionale de sécurité alimentaire dans 5 ans" ce qui est déjà en soi porteur de risques de crises graves. En effet les échanges de produits alimentaires entre blocs seront de moins en moins considérés comme prioritaires et les volumes échangés davantage impactés en cas d'aléas de récoltes<sup>22</sup>.

### Malnutrition et insécurité alimentaire, 2010



Tous les indicateurs le prouvent, le système alimentaire mondial (dans toutes ses composantes) est bien dans un état continu d'alerte depuis plusieurs années. Si les problèmes de production devaient se répéter deux années consécutives, cela causerait un effondrement des stocks mondiaux, une rupture de l'acheminement des denrées dans les pays à risques<sup>23</sup>, et une immédiate spéculation acharnée sur les prix des denrées alimentaires, sans commune mesure avec la situation de 2008<sup>24</sup>. Bien que personne ne souhaite ces événements, il n'est pas responsable de faire comme si cette situation ne se produira jamais dans les années à venir, alors qu'en même temps les sollicitations et les tensions sur les écosystèmes ne vont faire que s'accroître.

22. Comme lors de l'été dernier : "Début de l'embargo sur les exportations de blé russe" (*Le Monde*, 15/08/2010)

23. En se focalisant sur toute l'Asie (du Kazakhstan au Timor, sauf le Japon), l'Afrique du Nord, l'Afrique de l'Est et des Grands Lacs.

24. Rappelons que l'envolée des prix a poussé 100 millions de personnes à la famine en 2008

La carte des crises alimentaires ne met pas en évidence les foyers de sous-alimentation chroniques qui apparaissent plus largement. En nombre de personnes touchées par la malnutrition c'est bien l'Asie qui focalise les difficultés. De plus, la carte de la FAO est principalement basée sur les déclarations des Etats et tend à ignorer les "famines niées" par ceux-ci pour des raisons politiques. Il faut croiser les sources pour ne pas être tributaire d'un "effet retard" dans les alertes.

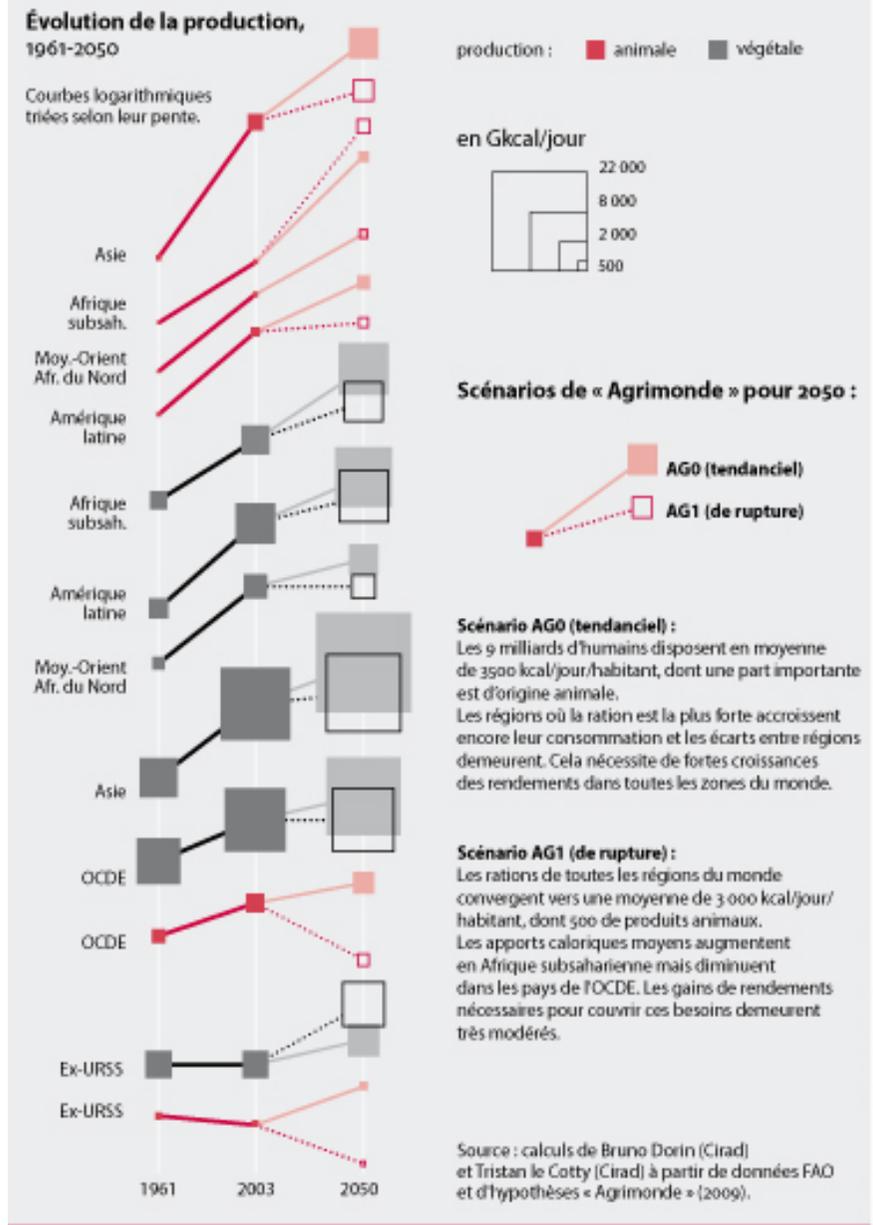
Ce contexte propice à la "révolution diplomatique" permet d'illustrer les grandes tendances de la crise écologique globale<sup>25</sup> qui agissent sous la surface de l'actuelle crise systémique globale.

A partir de 2012, si la régulation mondiale efficace des prix des denrées alimentaires échoue, le contexte agricole des blocs régionaux va entraîner, en quelques années, une redistribution géostratégique accélérée. Nous assisterons à l'accélération des tendances déjà actuellement à l'œuvre : mise en place de nouveaux rapports de dépendance alimentaire subie, stratégie expansionniste, recherche de partenariat stratégique avec les grands pays fournisseurs, mais aussi une recherche de souveraineté alimentaire à tout prix, passant dès maintenant par des politiques nationales d'utilisation chaque année plus massive d'intrants et d'OGM notamment pour mettre en culture des zones à faible rendement (sols salés, zone de sécheresse<sup>26</sup>). Les écosystèmes seront donc davantage fragilisés. C'est une deuxième phase de la crise écologique globale qui commencera alors.

25. "La crise écologique globale a commencé" (MAP n°1, automne 2010)

26. "Lutte contre la faim : il faut recourir à tous les progrès techniques" (AFP/Les Echos, 11/2010)

## Produire ou partager ?

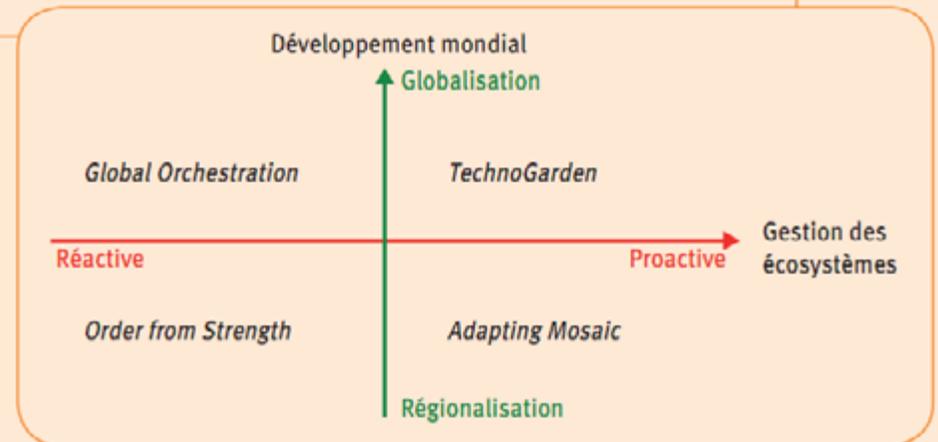


## Les scénarios pour nourrir le monde

Les 4 scénarios de développement du MEA sont exploratoires, et évaluent des conséquences d'inflexions de tendances.

L'étude Agrimonde a produit sur cette base deux scénarios agricoles et alimentaires normatifs, visant à nourrir la planète de manière soutenable. Le scénario de rupture AG1 est basé sur des conditions beaucoup plus proches de la réalité actuelles, notamment sur l'évolution des rendements et des surfaces agricoles. L'une des conclusions principales est qu'AG1 nécessite impérativement une coopération internationale accrue sur les échanges de produits agricoles et la régulation de ce marché.

Figure 4.1. Différenciation des scénarios du MEA selon le cadre géopolitique (régionalisation/mondialisation) et selon le caractère (proactif / réactif) des politiques et des régulations relatives à la gestion des écosystèmes.



Source : MEA, 2005b

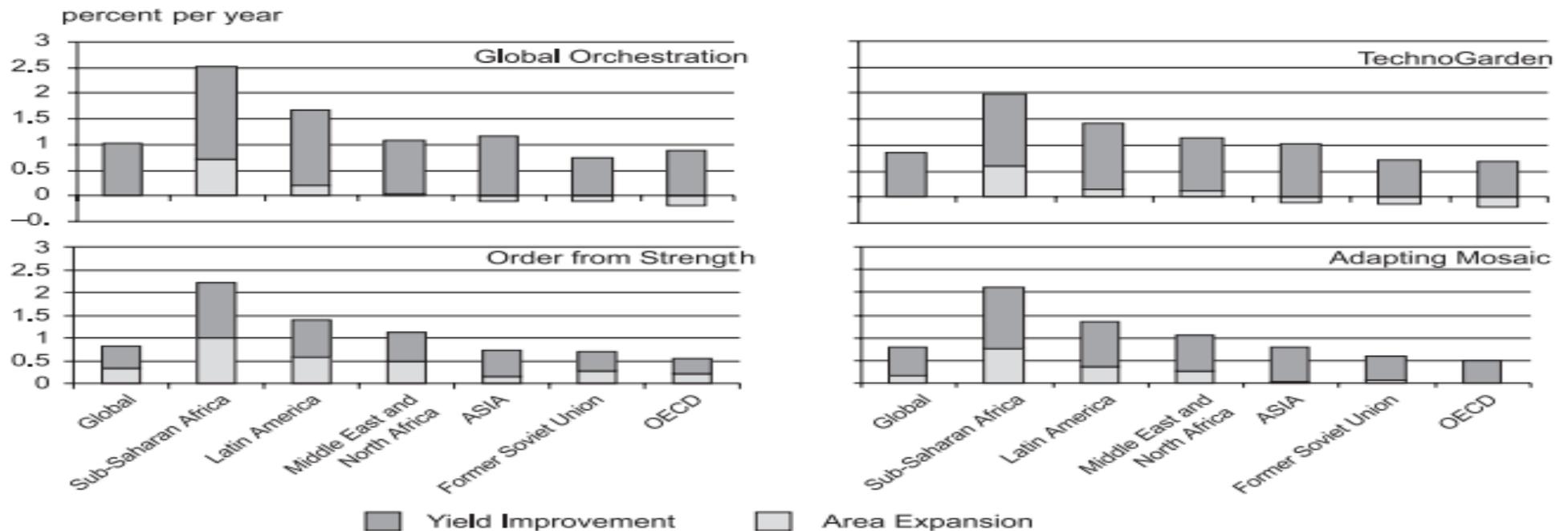


Figure 9.26. Facteurs Affectant la Croissance de la Production de Céréales dans les Scénarios MA, 1997-2050 (IMPACT)

## LA QUESTION MAP

# En quelle année cette anticipation a-t-elle été faite ?

“

Lorsque le sans-fil (wireless) sera utilisé de manière parfaite, l'ensemble de la Terre sera transformé en un gigantesque cerveau, ce que la Terre est déjà dans les faits puisque toutes choses ne sont que les particules d'un même ensemble rythmé et authentique. Nous serons capables de communiquer les uns avec les autres instantanément, quelle que soit la distance. Ce n'est pas tout : grâce à la télévision et au téléphone, nous pourrons nous voir et nous entendre aussi parfaitement que si nous étions face à face, même si nous sommes éloignés par des milliers de kilomètres ; et les machines qui nous permettront d'accomplir ceci seront incroyablement plus simples que le téléphone actuel. Un homme pourra en transporter une dans la poche de son veston.

”

Réponse : **1926** (Nikola Tesla) Source : “La pensée “sans fil” de Nikola Tesla”, [Histoire Globale](#)

## ANTICIPATION

# La crise, source d'innovation bancaire ?

par Ludovic Follot



**La crise financière aura eu le mérite de montrer à quel point notre vie quotidienne est dépendante des institutions financières et plus précisément des banques. Désormais, chacun a parfaitement intégré que son crédit immobilier et ses éventuels crédits à la consommation en Europe comme aux Etats-Unis, sont à la base de l'expansion économique de ces 30 dernières années<sup>1</sup>. Pièces maitresses de ce jeu, les banques de détail et d'investissement ont parfaitement joué leur rôle en permettant aux sociétés occidentales d'assouvir leur insatiable appétit consumériste : en empruntant et prêtant un peu plus cher.**

Une révolution est en marche, il est désormais possible sur l'ensemble du territoire européen d'établir un établissement susceptible de proposer des services financiers à des clients particuliers ou entreprises. Assujettis à une réglementation stricte en termes de règles prudentielles<sup>2</sup>, ces "Établissements de paiement" vont devenir des interlocuteurs de plus en plus privilégiés des consommateurs. Parmi les nouveaux arrivants, il faut compter certains poids lourds de l'économie numérique qui ne cherchent pas à respecter l'ordre établi pour s'emparer des ces nouveaux leviers de croissance, source de profits considérables puisqu'à la base de notre mode de vie. Un rapide tour d'horizon permettra de constater que cette tendance s'observe partout dans le monde.

Pour nombre de nos activités quotidiennes, les établissements bancaires sont un interlocuteur privilégié et même obligatoire :

- Encaissement des salaires
- Gestion des comptes
- Services simples : chéquiers, cartes de paiement
- Crédits immobiliers
- Crédits à la consommation via leurs filiales spécialisées dans ce type d'offre
- Épargne
- Investissements boursiers
- Prêts aux entreprises etc. ...

1. Le coût de la croissance US : à partir de 2000, 1\$ de croissance coûte plus de 5 dollars. Source : [Financial Sense](#), 10/09/10

2. Règles prudentielles pour les EPs. Source : [Établissements de paiements](#), 26/01/10

Les établissements bancaires de détails, d'investissements ou établissements de crédits tels que nous les connaissons sont soumis à un ensemble de contraintes règlementaires fortes afin de garantir aux clients la sécurité des fonds déposés. Ce cercle fermé d'établissements autorisés à gérer l'argent des citoyens et des Etats, en finançant les déficits publics possède une certaine inertie, de par sa structure. Afin de garder leurs prérogatives et pour éviter l'arrivée d'un éventuel concurrent le status quo est entretenu.

Jusqu'à présent, les acteurs de poids tels que les enseignes de distribution ou les grands noms de la télécommunication n'étaient pas en

mesure de coopérer avec les banques car aucune des deux parties n'acceptait d'être au second plan et donc de voir sa marge se réduire<sup>3</sup>.

Decade	Growth In US Credit Market Debt (billions)	Growth In Nominal US GDP (billions)	Dollars Of Credit Market Debt Expansion For Every \$1 In GDP Expansion
1950's	\$ 334.7	\$ 248.0	\$1.35
1960's	710.6	491.3	1.45
1970's	2,758.2	1,654.9	1.67
1980's	8,562.8	2,922.3	2.93
1990's	12,550.0	4,025.8	3.12
2000's	26,939.2	4,838.7	5.57

Figure 1 : le coût de la croissance américaine ces 60 dernières années

## 2010 l'année pivot

Des évolutions importantes ont lieu depuis plusieurs années à tous les niveaux,.

- La réglementation européenne a vu la mise en place de directives européennes sur les moyens de paiement en 2007<sup>4</sup> et la création des établissements de paiements<sup>5</sup>. Concrètement, sous certaines conditions, des sociétés dûment habilitées et contrôlées sont autorisées, au même titre que les banques, à proposer des services financiers aux particuliers et aux entreprises. Les acteurs de la grande distribution qui, en plus d'une base cliente déjà conséquente, possèdent, pour certains d'entre eux, un opérateur mobile virtuel pourraient dès lors proposer des crédits à la consommation à leur clients directement sur leur mobile. Les échéances apparaissant sur leur facture mensuelle de téléphone. La France, dernier pays à massivement utiliser le chèque, pourrait envisager de le remplacer par un mécanisme de virement<sup>6</sup>.

En 2010

- L'économie de l'informatique grand public et celle de l'internet annoncent des changements
  - Google<sup>7</sup> rachète zetawire afin d'intégrer une solution de paiement dans sa plateforme mobile
  - Des rumeurs circulent sur un éventuel nouvel iphone<sup>8</sup> doté de la technologie NFC qui doit encore être déployée à grande échelle pour assurer sa pérennité en dehors du japon.

3. Banques et opérateurs se neutralisent sur le marché du paiement. Source : [La Tribune](#), 19/02/10

4. Directive sur les Services de Paiement. Source : [Wikipedia](#)

5. Un nouvel acteur sur le marché bancaire français, l'Etablissement de Paiement. Source : [Netlris](#)

6. La probable fin du chèque. Source : [Credixis](#), 22/12/10

7. Google a racheté Zetawire. Source : [Clubic](#), 14/12/10

8. Nombreuses sources, par exemple : [Clubic](#), 08/04/10 ; [The Mac Observer](#), 01/11/10

- Plusieurs offres de micro-paiement depuis des réseaux sociaux ont vu le jour : Zong<sup>9</sup>, Boku<sup>10</sup> ou encore celle de l'AFMM<sup>11</sup> en France permettant de reporter les achats sur sa facture de mobile.
- Les géants de la télécommunication annoncent de manière plus ou moins officielle leur intention de pénétrer ce marché :
  - Aux Etats-Unis, AT&T, Verizon et T-mobile s'associent pour mettre en place une plateforme de paiement<sup>12</sup>.
  - En France, les 3 opérateurs s'associent pour également proposer une plateforme de paiement "online", sous le nom de code MNOP<sup>13</sup>.
- L'industrie du paiement voit également des évolutions importantes
  - Gemalto<sup>14</sup> rachète Trivnet en août 2010, l'un des leaders de la carte à puce rachète une entreprise innovante issue du paiement mobile
  - Visa<sup>15</sup> et Mastercard<sup>16</sup> ont chacun racheté, durant l'été 2010, des entreprises leur permettant de s'affranchir d'un partenariat avec des banques. Le premier est devenu de fait un établissement de paiement au Royaume-Uni.
  - Paypal<sup>17</sup>, déjà auréolé de "solution de paiement plus sûre que les cartes" aux Etats-Unis, ne cache plus ses ambitions de devenir le moyen de paiement par défaut sur internet fixe ou mobile.
  - En mai 2010, 30 banques européennes ont lancé les séances de réflexion du projet MONNET<sup>18</sup> afin de proposer un système de cartes sans visa ni mastercard. Envisagé dès 2008, ce projet 100% européen s'il est mené à son terme pourrait radicalement changer le rapport de force entre les acteurs.

9. Startup Zong bets on Mobile Payments. Source : [Bloomberg](#), 27/04/10

10. Voir [Boku](#)

11. AFMM, Solution de micro-paiement mobile multi-opérateurs. Source : [GNT](#), 30/03/10

12. Communiqué de presse [ISIS](#), 16/11/10

13. Plusieurs sources évoquent ce projet, par exemple : ce rapport de [01Informatique](#) du 08/08/10(page9), cet article du 09/06/10 du blog [Le Paiement Mobile](#), ou encore celui-ci du [Journal du Net](#). La solution ne couvrirait pas, par exemple, le paiement dans des magasins en face à face.

14. Gemalto set to acquire Trivnet. Source : [Telecom Paper](#), 23/07/10

15. Cybersource, plus de clients de mobile pour Visa. Source : [Le Journal du Net](#)

16. Mastercard rachète Datacash. Source : [Le Journal du Net](#)

17. Paypal jugé plus sûr que la carte bancaire. Source : [BusinessWire](#), 12/08/10 ; [Journal du Net](#) (attention, il ne s'agit que de l'avis d'internautes aux Etats-Unis !)

18. Monnet : trente banques européennes veulent créer un nouveau système de cartes bancaires. Source : [L'AGEFI](#), 07/05/10 ; [Boursorama](#), 07/05/10

## L'ordre établi contesté par de nouveaux arrivants

Les quelques exemples cités ne sont là que pour illustrer la tendance actuelle, après 3 ans d'attente on assiste à une accélération du mouvement. Tous les acteurs s'appêtent à occuper le terrain et à proposer des offres. Une bataille s'engage pour capter de nouveaux clients et garder ceux déjà présents tout en conservant des seuils de rentabilité acceptable.

La banque à distance facilite la vie des clients et leur permet également de mettre en concurrence les établissements<sup>19</sup> et ce d'autant plus facilement qu'à ce jour l'alchimie n'a pas encore été trouvée pour satisfaire pleinement les clients<sup>20</sup>.

Entre révolution technique et évolution réglementaire l'étau se resserre autour des établissements bancaires qui gardent encore quelques atouts : outre leur savoir faire acquis depuis plusieurs décennies, il ne faut pas du tout sous-estimer leur capacité de réponse ; il en va de leur propre survie financière.

## De nouveaux modèles à inventer

D'ici quelques mois les premières offres devraient apparaître et, tout comme avec les forfaits internet, les citoyens vont s'habituer à utiliser de nouveaux services fournis par des acteurs jusqu'alors insoupçonnés. La relation avec l'argent étant particulière, il y'aura certainement une phase d'observation de la part des utilisateurs mais la tendance générale est là, encouragée par les autorités.

- Au Japon, NTT Docomo propose déjà une offre de paiement<sup>21</sup>. Disposant de sa propre banque, le groupe a pu s'affranchir d'un partenariat défavorable.
- En Afrique, une première bataille a déjà été perdue<sup>22</sup>.

Les acteurs susceptibles de proposer des services de paiement à l'ensemble de la population sont en train de se diversifier. Entre secteur de niche et offre grand public, la banque en tant qu'institution inébranlable doit très rapidement s'adapter pour ne pas se retrouver bloquée par des challengers qui disposent de la puissance financière suffisante pour petit à petit s'accaparer les milliards d'euros du marché du paiement<sup>23</sup>.

Les habitudes de consommation changent très vite il faut donc parvenir à évoluer aussi vite. S'il est encore difficile de se prononcer sur l'issue finale, il est indéniable que les batailles à venir vont sérieusement modifier le paysage que nous connaissons actuellement. Entre conservatisme latin et pragmatisme saxon, le consommateur sera l'arbitre du match qui va se jouer.

19. Sur la question de la fidélisation pour les banques, voir cette analyse d'[Ernst&Young](#), 03/02/10

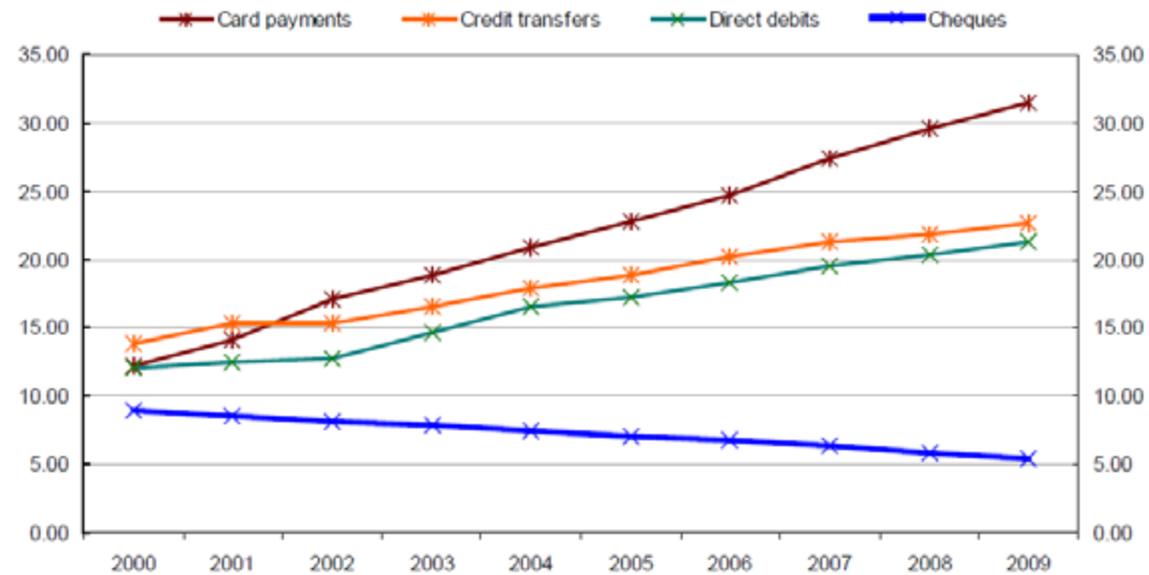
20. Les banques face au casse-tête multicanal, [01Informatique](#), 08/07/10 (page 8)

21. Japan's NTT updates the Pay Phone, [InventorSpot](#)

22. La plupart des services innovants proposés sont à l'initiative des opérateurs télécoms, la banque ne servant souvent que de caution morale à quelques rares exceptions. Source : [Jeune Afrique](#), 31/12/10

23. En 2009, au sein de la zone euro, les paiements tous moyens confondus se sont élevés à 16 400 milliards d'euros. Source : [Banque de France](#), 13/09/10

**Chart 1: Use of the main payment instruments in the EU (2000-09)**  
 (number of transactions per year in billions, estimated)



Source: ECB.

Notes: Data have been partially estimated for the periods prior to 2007 as methodological changes were implemented in several countries in that year. The estimation by the ECB solely for this press release ensures comparability of figures over the entire ten-year period. Statistics are also collected (but not shown in Chart 1) on e-money transactions and other payment instruments, which account for less than 2% of the total number of EU transactions.

**Figure 2 : Les principaux moyens de paiement utilisés en Europe**



## SOURCES

# A readers' digest

### **Crise systémique globale - 2011 : l'année impitoyable, à la croisée des trois chemins du chaos mondial**

En Janvier 2006, LEAP/E2020 indiquait à l'époque qu'une période de quatre à sept ans s'ouvrirait qui serait caractérisée par la "Chute du Mur Dollar", phénomène analogue à celui de la chute du Mur de Berlin qui entraîna dans les années suivantes l'effondrement du bloc communiste, puis celui de l'URSS. Aujourd'hui, nous estimons que l'année à venir sera une année charnière dans ce processus s'étalant donc entre 2010 et 2013. Elle sera, en tout état de cause, une année impitoyable car elle va en effet marquer l'entrée dans la phase terminale du monde d'avant la crise.

[LEAP/E2020 – GEAB N°51](#)

### **Should Human Rights and Free Trade Be Linked?**

By Justin Frewen

Up to 50,000 people a day die from poverty related causes with 22,000 of these fatalities being children under the age of five. The plight of the world's most impoverished and vulnerable people have been further aggravated by the current global financial and food crises. According to the United Nation's Food and Agricultural Organization (FAO), this international instability has resulted in a massive increase of some 11 percent in the number of chronically hungry people from 915 million in 2009 to 1.02 billion in 2010.

[Newropeans Magazine](#)

### **Intégrer des cursus à double-diplomation aux programmes TEMPUS et ERASMUS-MUNDUS pour le bénéfice mutuel des partenaires,**

par Jean-Paul Guichard

Une réflexion sur la finalité des programmes Européens destinés aux Universités s'impose. Ces programmes présentent un gros défaut, essentiellement celui d'être à sens unique, qui peut être surmonté, l'Université de Nice et ses expériences de programmes d'enseignement à double-diplomation l'ont prouvé...

[LEAP/E2020](#)

## **Europe and the Hungarian 170 pages strong media law,**

by Margit Reiser-Schober

Despite sharp protests in Hungary itself and from the EU the right wing conservative government pushed a new media law through parliament, getting two thirds of the votes on 21.12.2010. The law intimidates journalists and bloggers and polarizes once again the Hungarian society. A case for the European public !

[Newropeans Magazine](#)

## **Quatre mois sans gouvernement : la Bosnie-Herzégovine sur les traces de la Belgique ?**

Quatre mois après les élections du 3 octobre, la Bosnie-Herzégovine n'a toujours pas de gouvernement central, non plus que la Fédération croato-bosniaque. Optimiste, le membre de la Présidence collégiale Bakir Izetbegović veut pourtant croire que les négociations aboutiront en février et que la Bosnie ne battra pas le record européen de vacance gouvernementale détenu actuellement par la Belgique.

[Courrier des Balkans / Association Sarajevo](#)

## **Big Questions of Our Time: Is the Theory of Everything Possible ?**

By Sundeep Waslekar

The search for the unified theory has become intense in the last 50-60 years due to the lack of harmony between Einstein's General Theory of Relativity, which explains gravitational force governing planetary bodies, and quantum physics, which explains electro-magnetism at the subatomic level. Since the universe is made of atoms, and atoms are made of protons and electrons, scientists believe that the laws of nature determining the behaviour of protons or quarks have to be the same as those shaping supernova. Some scientists hope that a string theory may pave the way for the unified theory. In fact, Hawking also shares this hope in his recent writing. Some others are not so hopeful...

[Strategic Foresight Group](#)

## **Kosovo after the Hague**

Notwithstanding these developments, Kosovo and Serbia, Kosovar Albanians and Serbs will live together. Whatever the outcome of the talks, Serbia will be Kosovo's neighbour and Kosovo will be Serbia's neighbour. From the few, limited options they have, the best is to create the conditions for the next generation; the generation of Serbs and Kosovars holders of the EU passport. So if I were asked to give a label to the talks process I would rather call them "The Next Generation Initiative" : A generation of hope of peace and conciliation.

[ELIAMEP](#)

## COMMENTAIRE

# L'humeur de El JEm

Ce trimestre, El JEm a choisi de commenter cet article intitulé **“Why almost everything you hear about medicine is wrong”** paru dans Newsweek le 23 janvier, et repris dans le **Nouvel Obs** le 27 janvier, qui donne un aperçu de la situation de l'industrie pharmaceutique.

Cet article illustre le début de la chute de l'industrie pharmaceutique ou tout au moins de celle que l'on a connu jusqu'à maintenant.

L'arrivée du Prof. Ioannidis au poste de chef du Prevention Research Center de l'Université de Stanford après des années passées à batailler contre les affirmations sans fondement en matière de médecine et de santé, fait penser à celle de Ron Paul à la tête de la Fed. Ce n'est pas un simple incident, cela s'inscrit dans plusieurs années de scandales et de remise en cause du système. On voit d'ailleurs que l'industrie pharmaceutique est en train de devenir toxique pour ceux qui jusqu'à présent l'ont soutenue (et en ont profité). En effet, de même que plus aucun politique doué d'un peu de bon sens ne voudrait être vu aux côtés d'un banquier de Goldman Sachs, qui pourrait bien vouloir aujourd'hui s'afficher à côté de Servier en France (pour rappel, **il a été fait Grand-Croix de la légion d'honneur par Sarkozy en 2009**)? Et sans soutien (et collusion et corruption), on va se rendre compte que beaucoup de médicaments sont in fine peu ou pas actifs comme le signalait déjà en août 2010 **cette brève de LMOUS** reprenant un article américain)

Dans le même ordre d'idée, l'IGAS estime dans son **rapport de janvier 2011** (cf. aussi **“Mediator : le rapport de l'IGAS accable Servier et le système de santé français”**), que le système médical “fonctionne aujourd'hui de manière à ce que le doute bénéficie non aux patients et à la santé publique mais aux firmes”. Selon l'IGAS, les procédures sont en effet conçues “comme une sorte de droit qu'aurait l'industrie pharmaceutique à commercialiser ses produits, quel que soit l'état du marché et quel que soit l'intérêt de santé publique des produits en question”. Une telle dénonciation n'aurait selon moi pas été possible il y a encore un an et montre là encore la remise en question, en des termes brutaux, de l'ensemble du système.

Cela se combine en plus avec une crise interne de l'industrie : 1/ il n'y a quasiment plus de nouvelles molécules pour alimenter le Moloch ; 2/ médicaments génériques et nouveaux acteurs montent en puissance (notamment en Inde et en Chine) ; 3/ contrairement à ce qui était cru jusqu'à présent, les médicaments ne sont pas actifs sur l'ensemble de la population mondiale mais seulement sur certains de ses sous-groupes, ce qui entraîne une réduction potentielle du marché potentiel de 6 milliards de personnes, sans pour autant changer les coûts de développement (ordre de grandeur : 1 Milliard d'Euro/médicament sur 10 ans). Tout ceci va entraîner des pertes très brutales de chiffre d'affaire à venir de l'ordre de plusieurs centaines de milliards dans les années à venir (notamment du fait de la fin des brevets) pour les grands groupes.

Les grands groupe se restructurent donc à tout va, ils ont modifié entièrement leur stratégie de développement du médicament (pour faire très court : on arrête la recherche en amont que l'on remplace par des acquisitions) et ils se diversifient dans d'autres secteurs de la santé. SANOFI s'est lancé dans les compléments alimentaires (et a racheté entre autres OENOBIOL) et aurait aussi envisagé de se lancer dans les mutuelles, les maisons de santé, etc... (le feront-ils ?) En tous cas, leur business modèle est mort.

Et on se dit que la santé publique ne s'en portera pas plus mal quand on fait le bilan des dérives et que l'on voit l'état d'esprit qui peut régner dans ce secteur industriel (cf. "Un labo soigne ses visiteurs médicaux avec un clip SM" : pour motiver les commerciaux en charge de la promotion des médicaments, Eli Lilly France a conçu une parodie d'un clip où un médecin se fait fouetter).

Comment en est-on arrivé là ? Quelles dérives ont pu conduire une science aussi utile et respectée dans un tel état de décrépitude ?

La première réponse qui vient à l'esprit est : l'argent. Mais, cela me semble très insuffisant car cela n'explique pas de nombreuses erreurs commises, notamment au niveau scientifique (et je ne pense en aucun cas que les salariés de ces secteurs soient tous mus par leur désir de gagner de l'argent et soient prêt à tout pour y arriver).

Il faut, selon moi, prendre en compte un autre facteur, que l'on retrouve dans d'autres secteurs industriels qui ont récemment failli (ex. : la finance) mais aussi dans des domaines non marchands (ex. : scientifiques) : la vitesse, la course sans fin qui ne permet plus de réfléchir. Car à force de courir, on ne maîtrise plus rien. On ne vérifie plus ni la qualité des résultats ni même la pertinence des méthodes et des outils (ex. : protocoles en pharma, calcul des risques en finance). Il faut avancer, et vite, car sinon, on serait "dépassé", "décroché". L'important n'est plus de savoir où l'on va mais d'être dans les premiers à y aller.

De ce fait, on met en place au fil du temps une construction dont les fondations sont fragiles, voire erronées. Ce qui ne peut que conduire à son effondrement au bout d'un moment.

Ceci n'est pas seulement valable pour les secteurs industriels.

En sciences, et notamment en biologie, c'est une avalanche sans fin et éventuellement sans sens (cf. Erwin Chargaff, "le feu d'Héraclite"), de résultats qui se révèlent ensuite être faux. Il ne s'agit pas là des effets d'une course à l'argent, mais d'une course tout court.

Dans un autre domaine, celui de l'information, le constat est comparable : un flot d'infos fausses ou sans importance (et peu importe, elles sont recouvertes une fois émises). J'entendais il y a quelques jours sur RFI un intervenant déclarer : "En France, il y a moins de journalistes que de communicants et donc les journalistes se contentent de répercuter ce que disent ces derniers". Sans vérifier, sans réfléchir. Pourquoi ? Parce qu'ils doivent courir, courir, et encore courir. Prenant conscience de cette triste réalité, ils en arrivent maintenant à proposer des formations (tenez-vous bien) à la résistance aux communicants !

Mais peut-on construire, piloter, décider, voter correctement à partir de données erronées ?

Donc mon anticipation (non datée) est la suivante : si nos sociétés ne prennent pas conscience de cet emballement, elles vont à leur perte (par asphyxie, désinformation, incompréhension, mauvaises décisions, ...) comme un canard qui court après qu'on lui a coupé la tête.

Coin coin !

-----

## 2012-2013 : Le double choc électoral des élections françaises et allemandes

GEAB n°49



Selon LEAP/E2020, les élections françaises de 2012 (élection présidentielle suivie d'élections législatives) et les élections fédérales allemandes prévues en 2013<sup>1</sup> seront le théâtre de deux chocs majeurs qui bouleverseront les rapports de force politique dans ces deux piliers de l'Euroland et de l'Union européenne. Leur simultanéité, leur nature inverse mais leurs effets similaires constitueront de nouveaux exemples des transformations brutales induites par la crise systémique globale au sein du tissu politique et social

national. Ce double choc définira également les caractéristiques essentielles du leadership politique européen au moment où la nouvelle génération de dirigeants mondiaux sera collectivement confrontée à la dernière opportunité d'éviter que la dislocation géopolitique globale se transforme en confrontations généralisées<sup>2</sup>.

Le double choc peut se résumer à deux annonces qui probablement résonneront comme des coups de tonnerre au soir des élections présidentielles françaises et législatives allemandes : le Front National<sup>3</sup> devancera l'UMP<sup>4</sup> et Die Grünen<sup>5</sup> (les Verts) devanceront le SPD<sup>6</sup>. Chacun de ces deux résultats constituera un tremblement de terre dans le paysage politique du pays concerné.

Ainsi, en France, le parti du président actuel, maître complet du jeu politique depuis 2007 avec son contrôle intégral des institutions de la République, se retrouvera derrière un parti considéré comme extrémiste et ultra-populiste ; un parti que le président Sarkozy s'était flatté d'avoir réduit à néant ou presque électoralement lors de son élection en 2007.

Tandis qu'en Allemagne, le "junior partner" des socialistes allemands depuis plus de deux décennies (tant dans les coalitions fédérales qu'au niveau des Länder) s'imposera comme le nouveau maître du jeu politique, "faiseur de roi", ou plus exactement décideur en matière de futures coalitions gouvernementales.

1. Mais qui pourraient survenir plus tôt puisque la tradition politique allemande laisse au Chancelier fédéral une certaine latitude pour fixer la date des élections législatives. Ainsi nombre de législatures n'ont duré que trois ans au lieu des quatre prévues par le Grundgesetz (Loi fondamentale allemande). Source : Wikipedia.
2. Voir à ce sujet les anticipations (et les deux scénarios alternatifs) développées par Franck Biancheri dans son récent ouvrage « Crise mondiale : En route pour le monde d'après ». Source : Anticipolis.
3. Le Front National est le parti d'extrême-droite créé par Jean-Marie Le Pen qui cède désormais sa place de leader à sa fille Marine Le Pen.
4. L'UMP est le parti conservateur actuellement au pouvoir en France. C'est le parti du président Nicolas Sarkozy, qui contrôle les deux assemblées législatives (Assemblée nationale et Sénat) et donc le gouvernement français.
5. Die Grüne est le parti écologiste qui a notamment été le partenaire mineur de la coalition avec le SPD lorsque Gerhard Schröder était chancelier.
6. Le SPD est le parti socialiste qui est traditionnellement l'un des deux grands partis de gouvernement avec son adversaire, la CDU.

Pour la première fois, un parti “vert”, issu des mouvements “babyboomers” des années 1970, sera en position d'imposer sa marque au gouvernement d'un grand pays.

Les phénomènes en cause sont bien entendu spécifiques à chacun des deux Etats mais certaines tendances à l'œuvre à l'échelle de l'Europe expliquent aussi l'évolution que nous prévoyons.

## France 2012 : Le Front National devance l'UMP

Dans le cas de la France, l'année 2010 a vu la prise de conscience croissante dans l'opinion publique d'un triple échec de la stratégie de l'UMP et de son leader, Nicolas Sarkozy, qui a notamment abouti à des niveaux d'impopularité présidentielle sans équivalent depuis les débuts de la V<sup>e</sup> République en 1958<sup>7</sup>, et qui déterminent le choc électoral de 2012 :

- l'incapacité à tenir les principales promesses électorales en matière de croissance, d'emploi et de revenu (résumées dans le fameux slogan de la campagne présidentielle “Travailler plus pour gagner plus”). En effet, la crise mondiale a mis un terme à tout espoir de réduction du chômage (c'est le contraire qui s'est imposé) tandis que l'austérité mise en place pèse lourdement sur les classes moyennes et défavorisées.

- une méthode de gouvernement qui a heurté durablement une grande majorité de Français tout en prouvant son inefficacité opérationnelle. Trois exemples illustrent parfaitement ces tendances :

- en matière de politique extérieure : le retour de la France dans l'OTAN, l'engagement militaire français croissant en Afghanistan et l'alignement quasi-complet de la diplomatie française sur celle de Washington. Ces décisions ont été prises sans avoir été mentionnées dans la campagne présidentielle (c'est même le contraire que Nicolas Sarkozy avait annoncé en ce qui concerne l'Afghanistan) et sans aucune consultation démocratique ultérieure. Elles ont donc choqué une grande partie de l'opinion et en particulier une proportion significative de l'électorat UMP traditionnel, attaché à l'héritage gaulliste en matière d'indépendance nationale. C'est d'ailleurs cet électorat-là qui permet à la candidature dissidente de Dominique de Villepin<sup>8</sup>, ancien Premier Ministre de Jacques Chirac, à la manœuvre lors du refus français de soutenir l'invasion américano-britannique de l'Irak, puisqu'un nombre identique d'électeurs de droite (15% chacun) souhaitent leur candidature pour 2012<sup>9</sup>.
- en matière de politique économique, fiscale et sociale : le traitement du dossier des retraites sans aucun dialogue social et le “bouclier fiscal”<sup>10</sup> ont renforcé le sentiment général (ces thèmes génèrent des oppositions de larges majorités de Français y compris dans l'électorat de droite)<sup>11</sup> d'une approche inefficace des problèmes socio-économiques, ignorant toute dimension de dialogue et se faisant systématiquement au profit des classes les plus favorisées. L'affaire Bettancourt (héritière de l'Oréal et première fortune

7. Source : Le Figaro, 08/11/2010

8. Le degré de haine entre ce dernier et Nicolas Sarkozy, nourri entre autre chose de la confuse « Affaire Clearstream », est tel que Dominique de Villepin ne se cache même pas de vouloir à tout prix empêcher l'actuel Président de la République d'être réélu en 2012. Il a même déclaré récemment que « Nicolas Sarkozy est un des problèmes de la France ». Source : Le Monde, 07/11/2010

9. Source : L'Express, 14/09/2010

10. Grande mesure symbolique du début de quinquennat, le gouvernement est dorénavant obligé d'envisager sa suppression.

11. Sources : Le Figaro, 15/10/2010 ; Le Point, 08/10/2010 ; France 2, 20/09/2010

de France), son cortège de révélations problématiques pour les dirigeants français et le chaos judiciaire qui en résulte marquent profondément l'opinion publique, notamment dans les milieux populaires qui ont fourni les contingents d'électeurs-transfuges, passés en 2007 du vote Front national au vote UMP. Le clivage entre "eux et nous", "les riches et puissants" d'un côté et "le peuple" de l'autre joue désormais pleinement en défaveur de l'UMP alors qu'il avait fortement desservi le Parti socialiste en 2007 (thématique d'une "gauche caviar", parisienne et déconnectée du peuple).

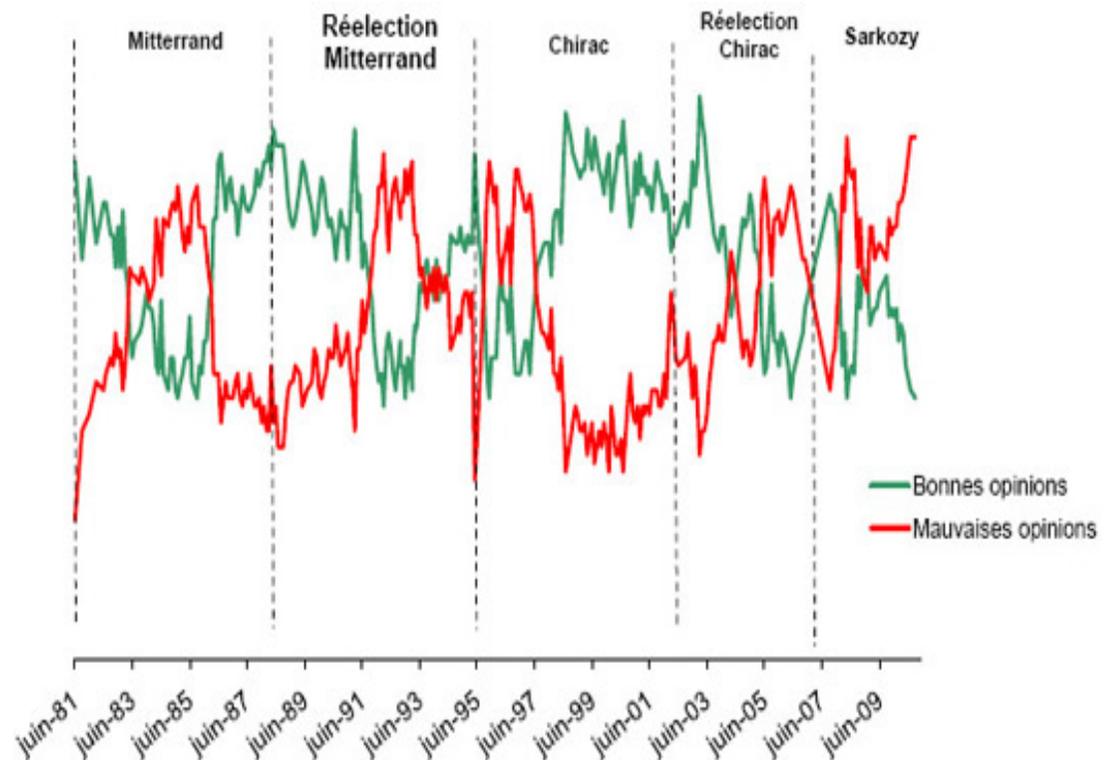
- en matière de grands principes républicains : les politiques mises en œuvre en ce qui concerne l'éducation nationale, le traitement des minorités ou des immigrés génèrent des sentiments croissants de rejet. Ce sont bien entendu des groupes différents qui réagissent selon les politiques concernées mais deux tendances se dégagent systématiquement : un sentiment d'une trahison de nombreuses valeurs républicaines<sup>12</sup>, ce socle de valeurs communes qui fondent la France moderne depuis près de deux siècles, qui sont non seulement les héritières des Lumières mais aussi de la tradition chrétienne. Ce dernier point a été illustré par l'opposition bruyante des catholiques aux mesures prises contre les Roms. En résumé, sur cet aspect principal, l'UMP apparaît de manière croissante, y compris à une partie traditionnelle de son électorat, plus proche du centre, comme un mouvement politique en rupture avec les valeurs du pays. D'ailleurs, le Nouveau Centre<sup>13</sup>, pourtant satellite de l'UMP, compte bien présenter un candidat au premier tour des présidentielles de 2012 en la personne d'Hervé Morin, actuel ministre de la Défense. Ce seront encore quelques pourcentages de voix qui n'iront pas à l'UMP au premier tour.

- un style présidentiel qui n'aura pas survécu à la crise : l'UMP paiera en 2012 l'addition électorale du style "people" qu'a essayé d'imposer Nicolas Sarkozy à l'image présidentielle française. Personne ne saura jamais si sans la crise, le style "bling-bling", mêlant "paillettes" et "ors de la République", aurait eu une chance de réussir à séduire les Français. Toujours

12. Nous ne mentionnerons qu'en passant la tentative avortée d'imposer le fils du président de la République à la tête de l'établissement public gérant le quartier d'affaires de La Défense qui a pourtant durablement choqué une partie de l'électorat de droite attachée aux valeurs de l'effort et du mérite.

Pour en savoir plus : Wikinews.

13. Qui fait entendre une voix de plus en plus discordante justement sur ces questions de valeurs (retraites, Roms, ...).



**Evolution de la cote de popularité des présidents de la République française (06/1981 – 09/2010) (en vert : positif / en rouge : négatif) - Source : France-Inter, 09/2010**

est-il que la crise mondiale et son cortège de difficultés économiques et sociales, de chômage et d'austérité, n'aura fait qu'une bouchée de cette tentative. Mais électoralement la difficulté durable pour l'UMP c'est que le président français ne parvient pas à effectivement effacer cette image de l'esprit collectif. Or la crise socio-économique ne pouvant que s'aggraver d'ici 2012, c'est désormais une image totalement contre-productive en terme de communication politique.

En résumé, notre équipe constate donc qu'en cas très probable de nouvelle candidature de Nicolas Sarkozy<sup>14</sup> toutes les conditions sont désormais réunies pour que le premier tour de l'élection présidentielle française de 2012 voie un effondrement historique du score de l'UMP, déserté par ses électeurs centristes<sup>15</sup>, par ses électeurs "gaullistes" et par son électorat populaire (transfuge 2007 du Front National pour l'essentiel).

Et selon LEAP/E2020 cet effondrement profitera en premier lieu au Front National<sup>16</sup> pour trois raisons fondamentales :

- l'électorat populaire qui avait permis la victoire de Nicolas Sarkozy était venu pour l'essentiel du Front National (qui avait alors réalisé un score très faible). Or cet électorat, déçu du Sarkozysme, est depuis reparti vers le FN qui a réalisé de très bons scores aux dernières élections régionales. Cette situation explique ainsi la récente radicalisation sécuritaire et anti-immigration du gouvernement français dans une vaine tentative de récupérer ces électeurs. Et elle s'illustre par les déclarations de députés UMP qui prônent une alliance avec le Front national lors des élections législatives de 2012<sup>17</sup>. La crainte d'une déroute législative de l'UMP en 2012 quelques semaines après une déroute présidentielle est visiblement présente dans l'esprit d'un nombre croissant de députés du parti actuellement au pouvoir en France. Et les alliances du même type effectuées aux Pays-Bas, au Danemark, en Italie ou en Autriche suscitent des vocations.
- la multiplication de ces alliances en Europe entre la droite dite "traditionnelle" et l'extrême-droite reflète une tendance européenne fondamentale<sup>18</sup> dont la crise accélère l'évolution. Les inquiétudes socio-économiques facilitent l'impact des discours politiques simplistes, identifiant des boucs émissaires (minorités, immigrés) tandis que la crédibilité démocratique des partis de droite traditionnels est érodée fortement par leur collusion avec les pouvoirs financiers au cœur de la crise et leur gestion de mesures

14. Une autre candidature officielle de l'UMP reste bien entendu envisageable mais elle sonnerait en fait une implosion du parti lui même conçu comme la machine électorale du président de la République et des luttes internes sauvages. Une candidature du Premier Ministre François Fillon continuerait à devoir payer le prix électoral de deux des trois échecs mentionnés ci-dessus (seul le « style présidentiel » ne serait plus un handicap) ; mais il est probable qu'elle n'empêcherait pas une multiplication de candidatures concurrentes car François Fillon n'a pas de légitimité électorale pour s'imposer aux autres prétendants.

15. Ceux du centre-gauche qui avait déserté la candidature de Ségolène Royal sont depuis un moment déjà revenu de toute illusion sur l'actuel président français comme l'a montré d'ailleurs l'échec de l'« ouverture à gauche », tombée aux oubliettes comme l'illustrera le prochain remaniement ministériel.

16. Il faut garder en mémoire qu'en 2002, le Front National avait créé la surprise en s'imposant au second tour de l'élection présidentielle française, ayant dépassé le Parti socialiste.

17. Source : Le Figaro, 20/10/2012

18. Il est intéressant de relire à ce sujet l'anticipation publiée par Franck Biancheri en Novembre 1998, intitulée « Europe 2009 : quand les petits-fils d'Hitler, Pétain, Franco et Mussolini prendront le pouvoir dans l'Union européenne ». Plusieurs des tendances à l'œuvre aujourd'hui et conduisant à ces chocs électoraux étaient déjà bien identifiables il y a une douzaine d'années.

impopulaires. En la matière, hélas, rien de bien neuf sous le soleil politique ! Et ce phénomène jouera donc pleinement en France en 2012.

- l'émergence à la tête du Front National d'une nouvelle génération de "frontistes" incarnée par la "fille du chef", Marine Le Pen, renforce l'attractivité électorale de cette formation en modernisant son image (jeunes générations), en l'adoucissant (une femme) et en l'éloignant du passé "sulfureux" du fondateur. Marine Le Pen appartient pleinement à cette génération européenne des "petis-fils" (et « petites-filles ») de Pétain, Mussolini, Hitler, Franco, ..) comme les Wilders (Pays-Bas), Fini (Italie), De Wever (Belgique), Strache (Autriche), Vona (Hongrie), Tudor (Roumanie), Kjaersgaard (Danemark), ...<sup>19</sup>.

## Allemagne 2013 : Die Grüne devancent le SPD

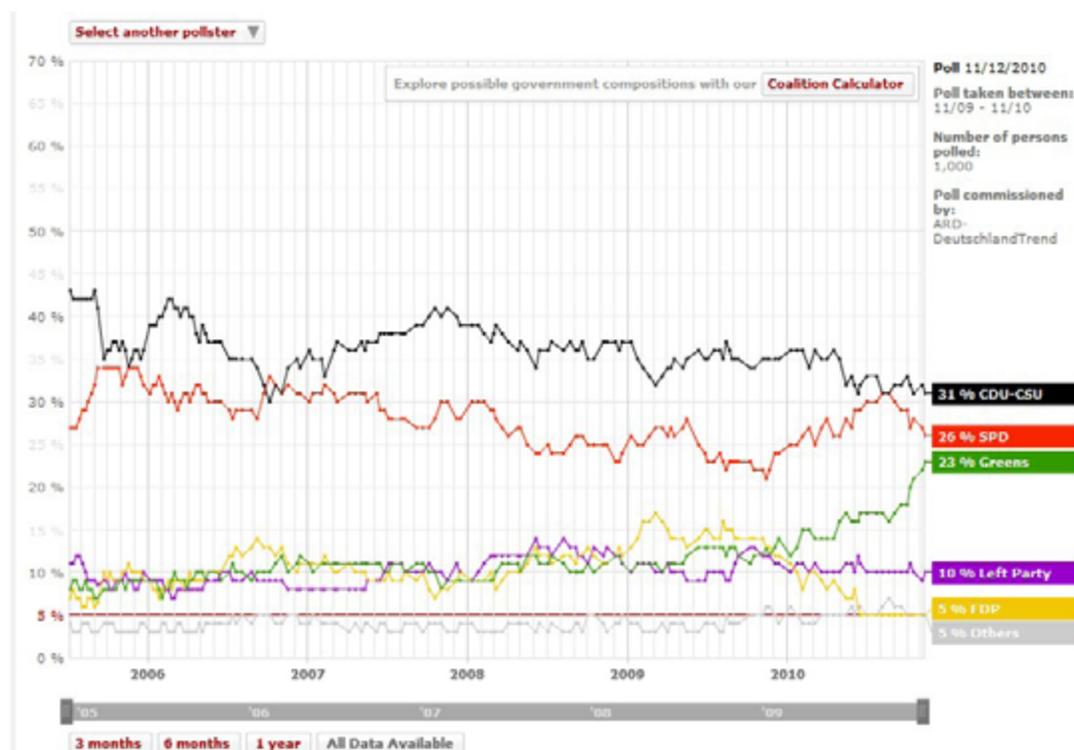
Dans le cas allemand, on est dans un cas de figure politique différent puisque d'une part le choc anticipé va concerner la gauche (et non pas la droite comme en France) et que d'autre part il concerne des partis actuellement dans l'opposition (alors qu'en France l'un des deux est au pouvoir). Enfin, le cas allemand met en scène un changement d'équilibre entre partis<sup>20</sup> qui sont des partenaires réguliers au niveau fédéral ou régional depuis de nombreuses années déjà. Cependant il constituera un bouleversement fondamental des équilibres politiques du pays et le recul historique du SPD, la principale composante de la gauche allemande depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle. Le phénomène est d'ailleurs tout autant le résultat d'un effondrement du SPD que d'une montée en puissance des Grünen.

Ainsi notre équipe identifie trois causes essentielles à la chute électorale du SPD :

- Une sclérose organisationnelle et programmatique croissante : le SPD souffre en effet, comme d'ailleurs nombre de partis socialistes et sociaux-démocrates européens, d'une incapacité à renouveler sa structure, son fonctionnement et son programme. Il reste une machine politique très bureaucratique où l' "apparatchik" fait carrière, générant de

19. Pour avoir une vue exhaustive de cette génération européenne d'extrême-droite, consulter la très bonne carte réalisée par L'Express du 11/10/2010.

20. Le Spiegel présente un guide utile des partis politiques allemands.



Evolution des intentions de vote pour les principaux partis politiques allemands (2005-2010) - Source : Spiegel, 2010

ce fait un “leadership” sans relief<sup>21</sup> et bloquant toute modernisation significative du programme et des propositions politiques clés. La lourdeur de la machinerie du SPD rend pratiquement impossible une implication réelle de la base dans la définition de sa politique, le condamnant donc à un programme de plus en plus éloigné des préoccupations de son électorat. Le Parti socialiste français a ainsi été confronté aux mêmes difficultés à la fin des années 1990, aboutissant aux déroutes de 2002 et 2007. Le SPD est entré également dans une telle phase d'échecs électoraux.

- Une incapacité à choisir entre une logique de parti de gouvernement et une nécessaire culture d'opposition<sup>22</sup> : le SPD paie ainsi électoralement très cher deux épisodes récents de son histoire où il a choisi le “réalisme gouvernemental”, sans savoir ménager ses principes. Il s'agit d'une part de la période du Chancelier Gerhard Schroeder et de la réforme Hartz IV qui ont sacrifié les plus bas revenus et une partie de l'état-providence allemand aux impératifs de compétitivité ; et d'autre part, de la période de “Grande Coalition” qui a conduit le SPD à accepter de nombreuses mesures socio-économiques proposées par la Chancelière CDU Angela Merkel. Dans les deux cas, le parti s'est progressivement aliéné une part croissante de son électorat ouvrier et populaire qui s'est retrouvé dans le parti Die Linke (“la Gauche”) fondé notamment par des dissidents du SPD comme Oskar Lafontaine.

- Une perte d'identité électorale : les deux caractéristiques précédentes ont ainsi abouti à faire du SPD aujourd'hui un parti dont on peut se demander quel est l'électorat. Il ne peut plus incarner “le peuple” ; il est trop “gouvernemental” pour représenter le changement ; et il est trop “traditionnel” pour apparaître “moderne”.

Sa cure d'opposition qui devait le redynamiser n'a pour l'instant montré aucun changement majeur. Notre équipe n'identifie donc aucun facteur qui changerait le cours récent des déboires électoraux du SPD.

Bien au contraire, car à ses côtés, on constate en effet la montée en puissance électorale des Verts allemands qui surfent sur une vague politique porteuse. LEAP/E2020 retient là aussi trois causes principales à cette évolution :

- le partie “Die Grünen” est l'emblème en Allemagne plus qu'ailleurs de la génération “babyboomers” qui atteint sa pleine influence démographique actuellement avec la disparition quasi-complète de la génération qui l'a précédée<sup>23</sup>.
- les Verts allemands ont maintenu une forte culture d'opposition populaire et démocratique qui leur a permis de participer aux gouvernements (fédéral et régionaux), au sein de coalitions diverses mais essentiellement avec le SPD, sans pour autant se couper d'une base revendicatrice sur des sujets très populaires dans le pays : nucléaire, guerre, référendum, récemment Stuttgart 21, ...

21. Ce qui, dans un pays où Angela Merkel détermine le niveau minimum de « charisme électoral nécessaire », en dit long sur la grisaille des dirigeants du SPD. A titre de test, chaque lecteur non allemand du GEAB devrait ainsi se demander s'il connaît le nom de l'actuel leader du SPD !

22. Nécessaire bien sûr pas seulement quand on est dans l'opposition comme c'est le cas du SPD actuellement, mais surtout quand on se veut un parti réformiste dans un monde dominé par l'idéologie du parti adverse.

23. Et l'influence fortement limitée des générations plus jeunes, faute de naissances. En 2009, le taux de natalité a encore battu un record à la baisse. Source : Deutsche-Welle, 12/11/2010

- l'affaïssement relatif de deux autres petits partis, à savoir Die Linke et le FDP, dont les électeurs gonfleront le rang des Verts. En ce qui concerne Die Linke, le départ d'Oskar Lafontaine renvoie cette formation à une identité plus marginale. Nombre d'électeurs de gauche proche de die Linke vont chercher à faire un vote utile en 2013 tout en conservant une logique combattive. Et ce n'est pas le SPD comme expliqué précédemment, mais bien les Verts qui ont l'image la plus proche de cette attente. Le FDP, parti libéral de droite, à qui beaucoup de ses électeurs reprochent sa politique clientéliste<sup>24</sup> va voir nombre d'entre eux migrer vers les Verts qui en tant que défenseurs des libertés publiques ont su se tailler une posture de libéraux de gauche. Une défection de leur part vers la CDU est paradoxalement moins probable, puisqu'Angela Merkel a réussi, pour braconner dans les terres de l'électorat traditionnel du SPD, à faire passer dans les médias le message d'une soi-disante "social-démocratisation" de son parti conservateur.

Pour LEAP/E2020, les prochaines élections législatives allemandes marqueront donc un choc brutal à gauche, avec la "minorisation" du parti traditionnellement dominant de la gauche allemande, le SPD, au profit du parti "Die Grüne".

Les élections régionales dans le Land de Baden-Wurtemberg du 27 Mars 2011 constitueront un bon indicateur de l'évolution que nous décrivons ici. En effet, bastion traditionnel de la CDU, cette région est actuellement marquée par la forte agitation autour du projet Stuttgart 21. La Chancelière Angela Merkel en a fait un "test national" et le parti "Die Grüne" (très impliqué dans le rejet de ce vaste projet urbanistique au cœur de Stuttgart) espère bien y faire la preuve éclatante de sa forte attractivité électorale<sup>25</sup>.

Pour la première fois dans l'histoire de ce parti, ils nourrissent l'espoir fondé de voir leur chef de file régional Winfried Kretschmann accéder à la fonction de Ministerpräsident d'un Land allemand. Si c'est bien le cas, le choc allemand sera peut-être même en avance sur le calendrier car des élections législatives anticipées seront inéluctables.

Peut-être aura-t-on alors un double choc franco-allemand en 2012, signe d'un Euroland en pleine synchronisation politique ?

---

24. Et ses promesses néolibérales de baisses d'impôts aberrantes en temps de crise. Sa chute dans les sondages est d'ailleurs vertigineuse comme le montre le graphique ci-dessus.

25. Le parti écologiste est actuellement crédité de 32% des voix par les sondages pour ce scrutin régional, contre 33% à la CDU-CSU. Source : Dernières Nouvelles d'Alsace, 17/10/2010

## 20 février 2060 : Shoot again

par Olivier Parent



**FuturHebdo** est le magazine de notre futur immédiat. Sur le principe de brèves de presse d'un hypothétique journal, FH se propose d'explorer notre quotidien tel qu'il pourrait être dans quelques décennies. Créé en 2006, FH propose un article hebdomadaire de vulgarisation propectiviste, dans les domaines sociétaux, médicaux, économiques, politiques...

(20.02.2060 ) Les Polices et les Gendarmeries Européennes se voient dotées de nouvelles armes de poing multimission (Multi Task Handgun, MTH) : Arme à feu (lanceur de projectiles, des dards en céramiques, à haute vélocité), Flashball et générateur de rayons de hautes énergies incapacitants. L'arme, par défaut, tire un laser qui étourdi l'agresseur grâce à une décharge électromagnétique. Si l'arme détecte une boule de mousse, elle devient Flashball et en dernier ressort, selon une procédure particulière (détection génétique du porteur de l'arme), le pistolet devient arme à feu.

Le reste du monde policier a depuis longtemps adopté cette arme de poing. L'Europe a traîné à l'adopter pour des raisons historiques : les scandales liés au Taser, dans les années 2010-2020, ont freiné cette réforme attendue par ces corps constitués.

La mise au point de ces armes ont nécessité de lourds développements qui en font des objets au coût prohibitif pour certains de leurs détracteurs. Les services rendus l'emportent pour ses promoteurs. Les défis technologiques étaient de trois ordres. D'une part, il fallait trouver le moyen d'embarquer dans un volume restreint une source d'énergie à haut rendement et à répétition dans un laps de temps très bref. Puis, il fallut résoudre le problème de la génération de ce rayon électromagnétique incapacitant et non létal. Le dernier défi a été, ce fut le moindre, la détection de l'empreinte génétique du porteur de l'arme qui en fait l'unique utilisateur. Les autorités n'ont pas voulu communiquer sur la possibilité de "bypasser" cette limitation qui permettrait à un autre membre des forces de l'ordre de pouvoir utiliser l'arme en cas de force majeure. La peur de voir ces armes envahir la rue est sous-jacente.

Cette arme vient augmenter la panoplie Hi-Tech des forces de l'ordre après les [Intelligences Couplées](#), les [Bagheeras](#) et autres [drones d'intervention](#). Les syndicats de policiers se félicitent de l'arrivée des MTH qui leur donnent une plus grande amplitude dans la réponse à donner à une violence constatée. Les ONG soucieuses du respect des Droits de l'Homme s'inquiètent de cette course effrénée à un armement toujours plus répressif. L'argument "non létal" de ces armes ne font que justifier, auprès des forces de l'ordre, des comportements de "cowboys" : "Je tire d'abord, on discute après" déplore le porte parole de l'une de ces ONG.

Au milieu de notre XXIe siècle, le vieil adage reste d'actualité : une bonne justice est celle à laquelle on n'a pas à faire...

---

## COMMENTAIRE

# L'anglais est-il le latin d'aujourd'hui ?

par Christian Tremblay, président de l'Observatoire Européen du Plurilinguisme

On entend souvent dire que l'anglais est aujourd'hui dans la situation du latin des siècles passés.

C'est assurément un bon argument pour la promotion de l'anglais qui, effectivement, a besoin de promotion. Au risque de décevoir certains, ce n'est qu'un argument promotionnel.

Si l'on veut comparer l'hégémonie américaine à celle de l'Empire romain, on dira sans doute qu'elles n'ont de commun que leur caractère hégémonique.

Mais s'agissant du latin, nous savons qu'il est resté la langue parlée en Europe occidentale jusqu'au VIIe ou VIIIe siècle soit deux siècles après la disparition de l'Empire romain et que l'effacement du latin comme langue vivante s'est opérée sur une période de deux à quatre générations et que la cause de cet effacement a été le déclin des structures culturelles et pédagogiques. Le latin sera ensuite la langue des clercs et des savants. La théologie, la philosophie, les sciences s'écriront largement en latin jusqu'au XIXe siècle et les cours à l'université jusqu'aux XVIIIe-XIXe siècle. Le latin à l'heure actuelle est toujours utilisé dans les domaines du droit, de la médecine, de la religion, de la pharmacologie, de la biologie, de la zoologie, etc. C'est tout sauf une langue morte !

Il convient de relever certains traits fondamentaux qui interdisent de comparer l'anglais au latin, sauf pour des motifs relevant de la propagande.

- Le latin dont on parle n'est parlé par aucun peuple, n'étant l'apanage de personne, il peut prétendre à un statut universel.
- Mis à part le latin médiéval, le latin est resté d'une très grande stabilité dans le temps, ce qui lui a permis de traverser les siècles sans transformation fondamentale tout en étant une source permanente de renouvellement terminologique des langues européennes.
- Le latin dont on parle n'a jamais été exclusif. Il a coexisté aussi bien pour la littérature que pour la science avec les langues vernaculaires qui étaient les seules comprises par la population. Ainsi Descartes a-t-il d'abord écrit son Discours de la méthode en français pour le traduire ensuite en latin.

Jusqu'au XVIIIe siècle, les cours à l'université en Allemagne se tenaient en latin. Jusqu'au XIXe siècle de nombreux auteurs écrivaient en latin, sans que ce soit un choix exclusif. Beaucoup d'écrits l'étaient également dans d'autres langues en particulier en français et en allemand. Jusque dans les années cinquante, les revues scientifiques, notamment mathématiques, publiaient en plusieurs langues. Un article en français pouvait être publié dans une revue américaine ou allemande et vice-versa.

On lira avec profit à ce sujet les articles de Christian Houzel et Alexandre Grandazzi dans la revue L'Archicube de décembre 2010.

Dans la même revue, Claude Hagège souligne les effets négatifs sur le plan intellectuel de l'exclusion par l'anglais des autres langues dans les domaines scientifiques.

"La nécessité de publications scientifiques en anglais est une illusion. Elle est entretenue par un véritable impérialisme culturel d'outre-Atlantique. Chacun sait que le recensement, à Chicago, de tout ce qui est publié en sciences exclut systématiquement tous les travaux écrits dans une autre langue que l'anglais. La conséquence est facile à voir : les chercheurs doués qui écrivent dans leur langue ne seront jamais cités et resteront inconnus. Inversement, des chercheurs moins doués mais qui veulent absolument être lus partout rédigeront en anglais des travaux beaucoup plus conformistes." (opus cit. p.37)

Nous en avons une parfaite illustration avec les sciences économiques depuis trente ans.

Jacques Attali souligne dans son dernier ouvrage, *Tous ruinés dans dix ans ?*, p.157, tous les secteurs de la recherche en économie désertés depuis trente ans, ou qui restent sans réponse et qui pourtant seraient essentiels aujourd'hui pour aider à sortir de la crise. Les travaux semblent s'être dirigés plus vers des exercices sophistiqués d'apprentis sorciers désireux de tester leur théorie néolibérale en grandeur réelle avec la prétention de démontrer la supériorité du modèle de la souveraineté absolue des marchés. La crise actuelle est aussi une crise intellectuelle, non dissociable de l'hégémonie politique, militaire et économique, avec ses prolongements idéologiques et linguistiques. Et Joseph Stiglitz d'en appeler à une réforme de la recherche et de l'enseignement des sciences économiques aux États-Unis.

L'hégémonie linguistique serait-elle porteuse d'un risque scientifique majeur ?



### **Manuel d'anticipation politique**, par Marie-Hélène Caillol

À plusieurs reprises au cours des 25 dernières années, la mouvance européenne centrée autour du personnage de Franck Biancheri a de facto fourni le terreau à l'anticipation correcte d'événements historiques majeurs : chute du Rideau de Fer, crise de la Commission, effondrement du dollar et crise systémique globale constituent les prédictions les plus frappantes de l'histoire (toujours en cours) de cette mouvance dont les caractéristiques très atypiques (contexte européen, structure en réseau, objectifs politiques, indépendance d'esprit...) laissent supposer qu'elles sont sans doute pour quelque chose dans ce « talent ».

En effet, si une anticipation correcte est le fruit du hasard, et qu'à deux, c'est de la chance, à trois en revanche, on peut commencer à espérer repérer des règles, des méthodes rationnelles.

Les travaux issus de cette mouvance, ont peu à peu forcé le respect jusque dans les milieux universitaires, donnant naissance à une demande de formalisation méthodologique qui fait l'objet du présent manuel.

Editions Anticipolis ISBN : 978-2-919574-00-1 prix : 20,00 €

**ROMAN** L'œil du Purgatoire, de Jacques Spitz

## Quand la capacité d'anticipation naît d'une maladie et devient un terrible fardeau ... !

Chef d'œuvre oublié de la littérature française, classique du roman d'anticipation français, L'œil du Purgatoire, publié en 1945 pour la première fois et réédité (et magnifiquement illustré) en 2008 par les Editions de L'Arbre Vengeur, est une mise en scène éminemment esthétique et philosophique du don passif (ou de la malédiction) de perspective temporelle (anticipation) dont il présente toute la dimension tragique.

Jean Poldonski, un peintre raté et au bord du suicide, devient l'objet d'une expérience scientifique en se faisant inoculer par un laborantin fou un bacille qui s'attaque à la vue et lui permet de "voir" les objets et les êtres périssables tels qu'ils seront dans le futur. Jean Poldonski, ainsi devenu voyeur du temps, se retrouve évoluant dans un "présent vieilli", nouvelle dimension temporelle dont l'auteur révèle tout le caractère cauchemardesque surtout lorsque le héros se rend compte que le processus s'accélère : les quelques minutes d'avance se transforment en jours, semaines, siècles. L'étrange voyage de Poldonski "aux sources de la causalité" où "ses pas ne laissent aucune trace" lui fait voir dans son assiette la nourriture telle qu'elle sera après digestion, ses proches vieillir sous ses yeux, il sera le témoin impatient et ironique de sa propre mort... avant de se retrouver à contempler un ciel vidé d'étoiles.

Roman "sur l'anticipation" plus que "d'anticipation", Jacques Spitz a laissé là une incroyable peinture d'un temps dévoreur de vie et de sens dans la lignée de celle qu'un Goya nous avait laissé quelque deux cents ans plus tôt.



"Spitz est avant tout un romancier. C'est aussi un logicien, un moraliste et un humoriste désabusé dont l'œuvre jette un pont entre la pataphysique d'Alfred Jarry et le post-surréalisme de René Daumal, Philippe Curval, Daniel Drode, Serge Brussolo, Antoine Volodine ou Alain Damasio. Parallèlement aux esthétiques orthodoxes nées de Verne et Rosny, ce courant a toujours irrigué la science-fiction française, dont il est l'une des expressions les plus originales. En cela, Spitz est bien un de nos pères égarés." (L'œil du Purgatoire, Jacques Spitz, éd. [L'Arbre Vengeur](#), 2008)

MAGAZINE D'ANTICIPATION POLITIQUE



**PRINTEMPS 2011**

**MAP est une publication du Laboratoire Européen d'Anticipation Politique (LEAP) en collaboration avec NewropMag**

**Directrice de publication** : Marie-Hélène Caillol

**Conseiller spécial de rédaction** : Franck Biancheri

**Editeur** : Michaël Timmermans

**Contributeurs** : Jérôme Defaix, Ludovic Follot, El JEm, Bruno Paul

**Partenaires occasionnels** : Olivier Parent ([FuturHebdo](#)), Christian Tremblay ([Observatoire Européen du Plurilinguisme](#))

**Infographies Portraits MAP** : Bruno Timmermans

**Contact** : [map@leap2020.eu](mailto:map@leap2020.eu)

---

**Ne manquez pas le prochain numéro du Magazine d'Anticipation Politique (mai 2011)**

**Inscrivez-Vous :**

<http://www.europe2020.org/spip.php?article42&lang=fr>

**N'hésitez pas à nous envoyer vos commentaires :**

[map@leap2020.eu](mailto:map@leap2020.eu)

Et merci pour tous vos commentaires qui nous ont aidé à concevoir les améliorations que vous avez pu constater entre MAP1 et MAP2

Texts are licensed under the Creative Commons Attribution-ShareAlike 3.0 Unported License. To view a copy of this license, visit <http://creativecommons.org/licenses/by-sa/3.0/> or send a letter to Creative Commons, 171 Second Street, Suite 300, San Francisco, California, 94105, USA. Illustrations belong to the authors mentioned in the references.